

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1925.

Projet de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès
prématuré des employés (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Au cours de la discussion du projet de loi générale d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, des membres de la Chambre et du Sénat ont fait remarquer très justement qu'un des caractères particuliers de la nouvelle législation, est qu'elle ne s'opposait en aucune façon à l'organisation professionnelle de l'assurance-vieillesse. Il était indispensable sans doute de donner au préalable à la question une solution qui devait s'appliquer à tous les travailleurs, toutes professions mêlées, mais celle-ci ne pouvait cependant pas faire obstacle à l'établissement, dans l'avenir, de régimes particuliers applicables aux travailleurs exerçant la même profession ou une profession similaire, dont le risque-vieillesse particulier à la profession devait par conséquent être assuré par une réglementation spéciale.

Le Gouvernement a reconnu, tant à la Chambre qu'au Sénat, que c'était dans cette voie que la législation future devait s'orienter. Et déjà dès maintenant, il a admis pratiquement ce principe, en proposant aux délibérations des Chambres une loi spéciale applicable aux ouvriers mineurs, loi qui a été promulguée le 30 décembre 1924 et une seconde, applicable aux employés : C'est cette dernière qui est soumise à votre examen.

Comme le dit l'honorable Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, en conclusion de son Exposé des motifs, « en vue de l'élaboration de ce projet de loi, les mandataires autorisés des chefs d'industrie et les

(1) Projet de loi, n° 435 (1923-1924).

(2) La Section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Huyshauwer, Iweins d'Eeckhoutte, Uytroever, Bologne, Franck et Heyman.

délégués des grandes associations d'employés du pays ont été consultés, et il a été tenu compte, dans la mesure du possible, de leurs desideratas ». La consultation préalable des parties intéressées ne peut avoir qu'une influence heureuse dans le travail de l'Administration qui, connaissant ainsi les revendications et les objections des uns et des autres, est alors à même de donner au problème une solution qui ne peut plus soulever aucune opposition de principe. Le travail des Chambres législatives est également facilité puisqu'elles savent que les dispositions du projet de loi ne sont que la réalisation des desideratas formulés par les employés et par les employeurs. C'est ce qui explique d'ailleurs le petit nombre d'amendements apportés au projet par votre Commission.

* * *

Nous ne nous étendrons pas à rappeler ici toute l'économie de la loi. Il suffira à nos honorables collègues de consulter à cette fin l'Exposé, si clair, des motifs du projet de loi. Nous nous contenterons de signaler et de mettre en lumière les points principaux :

I. — *Des assujettis.*

La loi s'appliquera à *tous les employés* occupés en Belgique pour le compte d'un employeur belge ou étranger établi en Belgique et dont la rémunération est payée par celui-ci.

Deux conditions sont donc exigées :

1° Le patron qui a engagé et qui paie l'employé doit être établi en Belgique. La nationalité du patron importe donc peu. De plus il n'est pas requis que ce patron ait en Belgique son principal établissement : il suffit qu'il y ait une succursale, mais dans ce cas l'employé doit avoir été engagé par le gérant de cette succursale et être payé par lui.

2° L'employé doit être occupé en Belgique. Sa nationalité importe peu : il est exigé seulement qu'il soit occupé en Belgique.

Une exception à cette dernière condition a été prévue en faveur des employés de nationalité belge qui sont occupés à l'étranger pour le compte d'un patron établi, en Belgique. Ces employés seront tenus de faire les versements prescrits par le projet de loi, mais ils bénéficieront des avantages consentis par celui-ci : la cotisation patronale et la contribution de l'État lui seront dues et pendant la période transitoire ils recevront les majorations de rente et les allocations de vieillesse prévues par la loi générale et par le présent projet de loi, à condition d'établir leur résidence en Belgique lorsqu'ils auront atteint l'âge de la pension.

II. — *Montant des versements.*

Les dispositions d'une loi générale d'assurance-vieillesse applicable à tous les travailleurs doit imposer, tant aux assujettis qu'aux patrons, l'obligation d'effectuer un versement minimum dont la quotité est la même pour tous, en vue de

garantir aux intéressés une rente de vieillesse et de survie d'un taux unique. Ce principe ne peut cependant être appliqué lorsqu'il s'agit d'établir un régime d'assurance particulier à une catégorie spéciale de travailleurs. Il importe alors de tenir compte de la situation de ceux qui tomberont sous l'application de cette législation pour déterminer les conditions de cette assurance et fixer le taux des rentes de vieillesse et de survie.

Déjà dans la loi spéciale applicable aux ouvriers mineurs il a été possible de garantir à ceux-ci, différents avantages particuliers notamment des rentes plus élevées que celles prévues par la loi générale, mais pour obtenir ce résultat, il a été indispensable de fixer le montant du versement personnel et celui de la cotisation patronale proportionnellement au salaire.

Les employés ont signalé qu'ils tenaient essentiellement à ce qu'il soit tenu compte dans la fixation du taux de la pension de vieillesse et de la rente de survie qui leur serait garanti, de la situation qu'ils occupent dans la société : revendication très légitime à laquelle il a pu être donné satisfaction parce que les intéressés ont consenti spontanément à ce que les versements qui leur seront imposés, soient proportionnels à la rémunération reçue au cours de leur carrière. Les représentants des chefs d'industrie de leur côté ont compris qu'il était de leur devoir d'aider à la réalisation des desiderata exprimés par des collaborateurs dont l'influence dans la bonne marche de leurs affaires est trop souvent dépréciée et même méconnue.

Le montant total des versements a été fixé à 10 % de la rémunération : Ce mot étant pris dans son sens le plus large, dont 5 % à charge de l'employé et 5 % à charge de l'employeur. Le projet prévoit que pour l'employé âgé de plus de 40 ans, à la date du 1^{er} janvier 1926, le taux du versement personnel sera de 6 %. Comme vous le verrez ci-après votre Commission ne s'est pas ralliée à cette dernière disposition.

L'Exposé des motifs donne la raison pour laquelle il n'a pas été exigé un versement moindre des assujettis du sexe féminin.

III. — *Destination des versements.*

Il suffira de prendre connaissance des articles 9 et 10 du projet de la loi et des explications fournies dans l'Exposé des motifs pour connaître l'affectation qui sera donnée aux versements personnels et aux cotisations patronales.

* * *

C'est en vue de ne pas priver les employés des avantages spéciaux que la loi générale accorde gratuitement aux travailleurs manuels, que l'article 9, 1^o de la présente loi oblige l'organisme-assureur à prélever sur le montant annuel du versement personnel et de la cotisation patronale, les sommes fixées aux articles 4 et 5 de la loi générale et de verser celle-ci à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Notons ici que cette organisme constituera, au profit des intéressés les rentes dont il est question à l'article 10 de la loi générale et qui leur seront payées aux époques fixées par cette loi.

Rappelons sommairement quels sont les avantages spéciaux dont il est question ci-dessus :

1° Contribution de l'État dans la constitution de la rente de vieillesse de l'assuré, de la rente de veuve et de la rente de vieillesse de l'épouse dans les limites et conditions fixées à l'article 8 de la loi générale ;

2° Allocation à la veuve, de la majoration de 120 francs dans les conditions fixées à l'article 15 de la loi générale lorsque la rente de survie, constituée à la Caisse de Retraite, n'atteindra pas 360 francs ;

3° Allocation à la veuve, de la majoration de 120 francs par enfant âgé de moins de 16 ans, prévue à l'article 18 de la loi générale ;

4° Paiement aux orphelins de père et de mère, âgés de moins de 16 ans, des allocations prévues aux articles 10, 2°, 18 et 19 de la loi générale, soit au total 240 francs.

Enfin notons que, pendant la période transitoire, les employés et leur épouse qui auront effectué les versements minima prescrits par la loi générale pour la constitution de leur rente de vieillesse, pourront bénéficier dans les mêmes conditions que les travailleurs manuels, de la majoration de rente prévue à l'article 23 de cette loi.

A noter cependant que, pour la fixation du taux de cette majoration, l'allocation de vieillesse dont les employés bénéficieront en vertu de la présente loi sera immunisée totalement, disposition très légitime et indispensable, sans quoi les intéressés n'auraient pas pu, vu l'importance de cette dernière ressource, obtenir pendant les quinze premières années de l'application de la loi, le montant maximum de cette majoration.

* * *

Il est à remarquer qu'il n'est pas possible de fixer dans la loi le montant des rentes qui seront ainsi constituées. Celui-ci dépendra des sommes qui seront versées annuellement au compte des assujettis et de la régularité des versements.

Dans la loi générale, le montant total du versement annuel est fixe : 72 francs par an ; il est donc facile d'établir, en appliquant le tarif de la Caisse de Retraite, la rente de vieillesse qui sera constituée à 65 ans, si l'intéressé effectue régulièrement ce versement de 21 à 65 ans. Dans la présente loi, le montant total du versement annuel est proportionnel à la rémunération de l'employé : il est fixé à 10 % de cette rémunération ; or, au cours de sa carrière, un employé voit ordinairement le taux de cette rémunération augmenté ou, plus rarement sans doute, diminué ; le montant du versement annuel variera donc proportionnellement. D'autre part, il faut prévoir une interruption dans les versements.

* * *

Il ne sera cependant pas sans intérêt de comparer la destination donnée aux versements personnels et patronaux dans la loi générale avec l'affectation prévue dans la présente loi pour la quotité des sommes conservées après les prélèvements, fixés à l'article 9, par l'organisme-assureur.

Examinons le cas d'un assujetti marié :

Dans la loi générale, 50 % du montant total des sommes versées par l'assujetti servent à constituer une rente de vieillesse, payable à celui-ci, lorsqu'il atteint l'âge de 65 ans; les 50 % restant sont destinés à la constitution d'une rente de survie, payable à l'épouse de l'assujetti, lors du décès de celui-ci et, dès que cette rente est formée, à la constitution d'une rente de vieillesse, payable à l'épouse, lorsque celle-ci atteint l'âge de 55 ans. Ainsi, lorsque les deux conjoints atteignent l'âge de 65 ans, ils bénéficient chacun d'une rente de vieillesse. Et, en cas de décès de l'un ou de l'autre conjoint, le conjoint survivant continuera à recevoir la rente de vieillesse constituée à son profit.

Dans le présent projet de loi, il n'est constitué aucune rente de vieillesse au profit de l'épouse de l'assuré : la totalité des versements est affectée, par une seule et même opération, à la constitution d'une rente de vieillesse au profit de l'assuré à prendre cours à 65 ans et à la constitution d'une rente de veuve payable à celle-ci lors du décès de l'assuré. A 65 ans donc, l'assuré recevra une rente de vieillesse, mais lorsque son épouse parviendra à cet âge, elle ne bénéficiera d'aucune rente de vieillesse. Il va de soi que dans ce système, la rente de vieillesse du mari sera plus importante que s'il avait été constitué, outre celle-ci, une rente de vieillesse remplace en fait la rémunération de l'employé; ainsi se justifie la constitution sur sa tête, d'une seule rente de vieillesse qui sera donc en réalité une rente de « ménage ». C'est d'ailleurs l'application aux employés privés du système établi pour les agents de l'État.

Si nous examinons le système établi dans l'une et l'autre loi au sujet de la rente de survie, ou rente de veuve, nous constatons que, dans la loi générale, le taux de celle-ci dépend de deux facteurs :

1° Le montant des versements et,

2° Le nombre de versements effectués. Ainsi donc, si l'assujetti décède après avoir effectué cinq versements annuels pour la constitution de la rente de survie, le taux de celle-ci sera moins élevé que si cet événement se produit après que l'intéressé a opéré dix versements annuels de même import. Le taux de la rente de survie est sans rapport avec le taux de la rente de vieillesse de l'époux, puisqu'elle est constituée par des versements spéciaux.

Dans la présente loi; le montant de la rente de veuve dépend d'un troisième facteur. Nous avons dit plus haut que la totalité des versements de l'assujetti est affectée par une seule et même opération à la constitution d'une rente de vieillesse au profit de l'assuré, et à la constitution d'une rente de veuve. Le taux de la rente de vieillesse dépendra de l'importance et du nombre des versements effectués. En ce qui concerne la rente de veuve, et à la différence de ce qui est disposé pour la rente de survie dans la loi générale, son montant sera toujours proportionnel à la rente de vieillesse de l'assujetti, soit qu'il décède avant d'avoir atteint 65 ans, soit que cet événement arrive postérieurement à cet âge. La proportion entre la rente de veuve et la rente de vieillesse est fixée au tableau inséré à l'article 10.

Un exemple fera mieux comprendre la portée du système.

Un assujetti décède à 30 ans après avoir effectué régulièrement des versements d'un taux déterminé de 21 ans à cet âge. Supposons qu'il ait alors constitué à son profit une rente de vieillesse de 1,000 francs payable à 65 ans. La veuve recevra une rente égale à 35 % de cette rente de vieillesse, soit 350 francs ;

Si l'intéressé, était décédé à l'âge de 40 ans, avait continué à faire régulièrement ses versements jusqu'à cet âge, la rente de vieillesse alors constituée aurait pu s'élever par exemple à 1,800 francs. La rente de veuve sera fixée à 35 % de cette dernière rente, soit 630 francs.

Dans le cas où l'assujetti décèderait à 50 ans et se serait constitué une rente de vieillesse de 2,400 francs, la rente de veuve s'élèvera à 45 % de cette rente, soit donc 1,080 francs.

Ainsi donc le taux de la rente de veuve est toujours proportionnel au montant de la rente de vieillesse de l'assujetti.

Enfin, disposition très importante du présent projet de loi, la rente de veuve est payable à la femme qui sera l'épouse de l'assujetti au moment de son décès. Le remariage est donc prévu, sauf toutefois si l'intéressé devenu veuf après être entré en jouissance de sa rente de vieillesse, a contracté dans la suite un nouveau mariage. Tandis que dans le système de la loi générale, la rente de survie est constituée sur la tête de la femme qui est l'épouse de l'assujetti au moment où le versement s'effectue, et elle s'éteint avec la mort de celle-ci. Il n'est pas besoin d'ajouter que, dans des conditions identiques de versements, le taux de la rente de veuve qui pourra être constituée dans le système de la présente loi, sera inférieur à celui qui aura été atteint si le système de la loi générale avait été appliqué. En assurance, tous les avantages se paient.

Nous n'avons pas la compétence voulue pour décider si le système de la loi générale est préférable à celui du présent projet. Nous ferons remarquer cependant au sujet de l'assurance du remariage, qu'il nous paraît peu équitable de faire supporter par la généralité des épouses en premières noces des employés, la charge de pouvoir à la constitution de la rente de veuve des épouses en deuxième et troisième nocé. Le mariage constitue, en fait une situation exceptionnelle, dont à notre avis il n'aurait pas dû être tenu compte dans l'élaboration d'une législation qui doit s'appliquer à des intéressés qui pour le grand nombre ne profiteront pas de cette disposition et qui au contraire verront de ce fait, la rente de veuve de leur épouse, diminuée.

D'autre part, il apparaît qu'il y a quelque chose de choquant de voir une veuve qui n'aura été unie à l'employé que pendant quelques années, bénéficier d'une rente d'un taux plus élevé qu'une autre veuve dont le mari sera décédé après une union de longue durée. Et c'est ce qui arrivera, parce que, comme nous l'avons dit, la rente de veuve est proportionnelle au taux de la rente de vieillesse, que l'assujetti s'est constitué au moment de son décès. Si celui-ci décède après avoir été assuré pendant quarante ans, et après avoir contracté un deuxième mariage depuis cinq ans seulement, la deuxième épouse qui n'aura donc été unie à l'assuré défunt que pendant cinq ans, bénéficiera d'une rente de veuve d'un montant plus élevé que celle qui sera accordée à une première épouse d'un employé unie à celui-ci depuis moins de quarante ans.

Si nous examinons la situation qui sera faite à un *assujetti célibataire, veuf ou divorcé*, nous constaterons que, à égalité du montant et du nombre de versements, la rente de vieillesse dont il bénéficiera à 65 ans, sera d'un même import que celle d'un assujetti marié, et cela se comprend puisque le nombre et le montant des sommes versées sont d'égale importance dans les deux cas.

Mais, comme nous l'avons dit plus haut, la totalité des versements étant affectée, par une seule et même opération, à la constitution non seulement d'une rente de vieillesse, mais également d'une rente de veuve, qu'advient-il du capital constitutif de cette dernière rente si l'intéressé décède sans avoir contracté mariage ou sans s'être remarié?

Dans la loi générale, le capital ainsi constitué est remis entièrement, lors du décès de l'intéressé, au Fonds spécial. Il y a lieu d'observer que dans la loi qui nous occupe une partie des versements des assurés est versée à la Caisse de Retraite (art. 9, 1^o) et ainsi le capital qui aura été formé en exécution des dispositions de la loi générale, sera également remis au Fonds spécial.

Il a paru que, dans ces conditions, il aurait été exorbitant de verser encore au Fonds d'allocations pour employés, prévu par la présente loi, la totalité du capital constitutif de la rente de veuve; la solution proposée par la loi (art. 10, a) est équitable : lors du décès de l'intéressé, 50 % de ce capital seront payés à certains ayants-droit (descendants ou ascendants ou personne désignée par l'assuré, une catégorie excluant l'autre); cette quotité a été constituée au moyen des versements personnels de l'intéressé et il est légitime d'en faire bénéficier une personne comprise dans l'une ou l'autre des catégories citées ci-dessus. Les 50 % restant ayant été formés par les cotisations patronales, on n'aurait pas compris qu'ils fussent remis, et profitent ainsi, comme les premiers 50 %, à un ayant-droit du défunt; ces 50 % seront versés au Fonds d'allocations et serviront à accorder des avantages spéciaux, d'une part aux employés et d'autre part aux épouses des employés qui deviendront veuves au cours des premières années de l'existence de la loi.

Cependant, si à l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de sa rente de vieillesse, l'assuré célibataire, veuf ou divorcé est encore en vie, la totalité du capital constitutif de la rente de survie est alors remise au Fonds d'allocations. Mais cet organisme, devra, si l'intéressé se marie ou se remarie dans la suite, et décède avant son conjoint, payer à la veuve une rente égale à 50 % de la rente de vieillesse dont le mari défunt bénéficiait. Et si l'assujetti célibataire, veuf ou divorcé pensionné, décède sans avoir contracté mariage, le capital accru de ses intérêts, sera réparti suivant les modalités indiquées plus haut, entre les ayants-droit du défunt et le Fonds d'allocations pour employés.

Remarquons qu'ici il n'est prévu qu'un seul mariage lorsqu'il s'agit d'un célibataire pensionné, ou qu'un seul remariage s'il s'agit d'un veuf ou d'un divorcé pensionné. Si donc, ce qui pourra se présenter, cette épouse vient à décéder avant son mari, et si celui-ci contracte dans la suite un nouveau mariage, et décède avant sa conjointe, celle-ci ne pourra prétendre à aucune rente de veuve.

Pour les *assujettis du sexe féminin*, ici, comme dans la loi générale, la

totalité des versements personnels et des cotisations patronales sera affectée uniquement à la constitution d'une rente de vieillesse. Le taux de celle-ci pourra dans ces conditions être très élevé, mais nous ne devons pas perdre de vue, ainsi que le dit l'Exposé des motifs, que l'âge de la pension a été fixé à 60 ans pour cette catégorie d'assujettis, et que généralement les femmes ne restent pas occupées jusqu'à cet âge.

IV. — *Des organismes d'assurance.*

Le Gouvernement n'a pas voulu confier à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite le monopole de la constitution des rentes de vieillesse et de veuve prévues par la présente loi. Il autorise les employeurs et les employés à s'adresser à cette fin, aux organismes privés d'assurance ou, s'ils le préfèrent, à constituer eux-mêmes des caisses d'assurance.

Déjà la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail permet aux chefs d'entreprise de s'exonérer de la charge des allocations déterminées par cette loi, en contractant, pour le paiement des dites allocations, notamment avec une société d'assurance agréée (art. 10) et prévoit également que le capital de rente due en vertu de cette loi, peut être constitué à un établissement agréé pour le service des rentes (art. 11).

L'Exposé des motifs donne les raisons qui ont dicté cette décision au Gouvernement (chap. 3, p. 8). Quelques membres de votre Commission ont cependant hésité à accepter cette disposition, les uns parce qu'ils estimaient que les organismes que créeraient éventuellement des employés ou des patrons, pourraient ne pas posséder les garanties de sécurité et de bonne gestion indispensables dans les opérations de l'espèce. D'autres auraient préféré l'institution par l'État d'un organisme unique ainsi que cela a été fait pour la loi relative à l'assurance-vieillesse des ouvriers mineurs. Votre Commission a cependant admis cette disposition par 6 voix et 2 abstentions; nous pensons qu'elle ne peut avoir qu'un effet heureux sur le taux des rentes qui seront constituées au profit des intéressés : en cette matière, la libre concurrence ne peut que profiter à ceux-ci.

Il y a lieu de remarquer que toutes les sociétés privées ne seront pas admises à réaliser les assurances prévues par la loi. Elles devront obtenir au préalable l'agrément du Gouvernement. Il importe de prendre les mesures utiles en vue d'éviter que les employés, dont beaucoup, il faut le dire, ne seront pas à même de discerner entre « la bonne » et « la mauvaise » société, ne s'adressent, pour réaliser l'assurance, à un organisme assureur ne présentant pas les garanties suffisantes de sécurité, et ne se trouvent un jour, en suite de la faillite de celle-ci, dépouillés des sommes versées à leur compte par eux-mêmes et par leur patron.

En exigeant donc l'agrément préalable, le Gouvernement remplit un devoir sacré vis-à-vis des assurés.

V. — *Du choix de l'organisme d'assurance.*

En donnant à l'employé et à l'employeur le droit de désigner l'organisme-assureur auquel le montant du versement de chacun sera remis, le Gouvernement

a encore adopté une solution qui me paraît ne devoir soulever aucune critique. L'employé et l'employeur peuvent avoir chacun des raisons qui les portent à s'affilier à un organisme de préférence à un autre. Il n'eût sans doute pas été équitable d'obliger l'employé d'effectuer ses versements à une institution choisie par le patron, mais par contre, on ne pouvait non plus imposer à celui-ci l'obligation de verser sa cotisation à un organisme désigné par l'employé.

Ainsi donc, il se présentera des cas où l'employé sera assuré à deux organismes distincts. Comme l'a fait observer un membre de la Commission, c'est un inconvénient du système (article 13) qui ne se présenterait pas si un organisme unique était chargé de la réalisation des assurances prévues par la loi.

Une exception a cependant été prévue à cette règle : la loi dispose que si le patron effectue des versements complémentaires avec obligation similaire de l'employé ⁽¹⁾ de telle sorte que l'employé est tenu, en vertu du contrat d'emploi de faire un effort complémentaire et que l'employeur s'oblige corrélativement à payer une cotisation complémentaire, alors le choix de l'organisme-assureur auquel la totalité du versement complémentaire de l'employé et de la cotisation complémentaire patronale sera remise, appartient exclusivement à l'employeur.

Cette exception s'explique; le patron qui accorde ainsi gratuitement et volontairement un avantage particulier à son personnel, peut imposer à l'octroi de celui-ci telles conditions qu'il juge utiles du moment, comme le dit l'Exposé des motifs, que celles-ci ne soient pas contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Remarquons cependant qu'ici encore la loi veille aux intérêts des employés; ainsi, le patron doit verser sa cotisation complémentaire en même temps que l'employé effectue son versement complémentaire; il ne lui est pas possible de retarder le paiement de cette cotisation et de décider par exemple que celle-ci ne sera payée que lorsque l'employé aura fait deux, trois, quatre... versements annuels. Dans ce cas, malgré les stipulations du contrat d'emploi, l'employé peut refuser d'effectuer son versement complémentaire.

De plus, le choix du patron ne peut porter que sur un organisme-assureur agréé conformément aux dispositions de la loi.

Enfin les avantages constitués au moyen de ces versements complémentaires, tant personnels que patronaux, restent, dans tous les cas, acquis à l'employé.

VI. — *De la situation des caisses de pension existant au moment de la mise en vigueur de la loi.*

De nombreuses firmes industrielles, commerciales et financières ont déjà établi des caisses particulières destinées à assurer aux membres de leur personnel une pension de vieillesse et même des rentes de veuves et d'orphelins.

Ces caisses peuvent être classées dans deux catégories principales :

Les premières sont plutôt de simples organismes de perception des versements personnels et patronaux; elles ne réalisent pas l'assurance; les sommes versées

(1) Dans l'exposé des motifs page 18, il y a une erreur d'impression; il faut lire à la ligne 9 : « avec obligation... » et non pas : « avec ou sans obligation... ».

sont remises à des sociétés d'assurance, qui se chargent de constituer des capitaux ou des rentes.

Les secondes font elles-mêmes le service des pensions; en règle générale, elles sont alimentées par un versement de l'employé et une allocation annuelle de l'employeur, celle-ci constituant la plus grande partie des ressources de ces organismes. Les opérations de ces caisses sont basées plutôt sur le système de répartition. Sauf de rares exceptions, pour pouvoir participer aux avantages de ces caisses, l'employé doit être encore au service de la firme à l'âge fixé par le règlement pour l'entrée en jouissance de la pension. Si l'intéressé quitte la firme avant cet âge, il perd ses droits à la pension; dans certains cas cependant, le montant de ses versements personnels lui est remboursé.

Quelle devait être la situation de ces caisses après la mise en vigueur d'une loi qui généralise l'assurance des employés?

Le Gouvernement est d'avis qu'à partir du 1^{er} janvier 1926, date de la mise en vigueur de la loi, tous les employés devaient être régis, dans la matière qui nous occupe, par les mêmes dispositions légales. Et l'article 48 du projet prévoit que toutes les conventions intervenues dans le passé, tant entre les employeurs et les employés qu'entre les employeurs, les employés et les sociétés d'assurance, seront résolues à la date du 31 décembre 1925.

Cette solution a paru trop radicale à votre Commission, qui a estimé qu'un tempérament devait être apporté à cette proposition du Gouvernement. Elle a été d'avis qu'il y avait lieu de maintenir les conventions conclues entre les employés et les employeurs, tout au moins dans les dispositions qui n'étaient pas en opposition avec la nouvelle législation et partant de maintenir les caisses existantes, à condition que leur règlement soit mis en concordance avec les nouvelles dispositions législatives.

Donc, en ce qui concerne les caisses de la première catégorie, il sera exigé notamment que pour l'avenir le montant des cotisations personnelles et patronales versées à la société d'assurance soit au moins égal au taux fixé par la loi, que les modalités du contrat intervenu entre la société et l'assuré soient conformes aux règles établies par les articles 7, 9 et 10 et, enfin, que la société dont il s'agit soit agréée en vertu de l'article 13.

Pour les caisses de la deuxième catégorie, il est exigé qu'elles demandent et obtiennent l'agrément. Alors elles pourront continuer à faire elles-mêmes l'assurance pour leurs membres. Dans le cas où elles ne pourraient être agréées, elles ne seraient plus autorisées à réaliser les assurances prévues par la loi. Il est indispensable en effet que ces caisses soient établies sur des bases techniques et qu'elles se soumettent au contrôle exigé par la loi.

On a fait observer, il est vrai, que dans la plupart de ces caisses le versement de l'employé est de peu d'importance et l'intervention patronale très élevée et que, ainsi, la nouvelle législation, en imposant à l'intéressé un versement égal à 5 % de la rémunération, lui sera moins favorable que le régime d'assurance libre. Mais nous devons faire remarquer que, généralement, des conditions très rigoureuses sont prévues dans le règlement pour que l'intéressé puisse bénéficier

des avantages constitués par cette double intervention; et l'une d'entr'elles que nous avons déjà signalée ci-dessus, est que l'intéressé doit avoir été au service de l'employeur pendant un nombre d'années déterminé et être encore à son service au moment où il a atteint l'âge de la pension. L'employé n'a donc pas un compte individuel; si pour un motif ou l'autre il abandonne son emploi, il perd toujours les avantages qui auraient été constitués par la cotisation patronale et tout au plus recevra-t-il, au moment de son départ, le montant des sommes qu'il a versées personnellement.

Or, c'est précisément le grand avantage du système instauré dans la loi générale et qui a été maintenu dans la loi relative aux ouvriers mineurs et qui est repris dans la présente législation, c'est que si l'employé est tenu d'effectuer chaque année un versement et le patron obligé de verser une cotisation du même import, les avantages constitués par la totalité des sommes ainsi versées, restent définitivement acquis à l'employé qui en bénéficiera à l'âge fixé par la loi. Peu importe donc si, dans le cours de sa carrière, il change une ou plusieurs fois de patron. Ce qui a été versé à son compte ne peut pas lui être retiré.

Le patron aura toujours la faculté d'effectuer des versements plus élevés que ceux auxquels il sera tenu par la loi sans que l'employé soit lui-même obligé, dans les mêmes proportions et si l'employé ne doit faire aucun versement complémentaire pour bénéficier de cet avantage, alors le patron pourra imposer à l'octroi de cette contribution telles conditions qu'il jugera utiles.

Comme il a été fait pour les sociétés mutualistes, nous espérons que le Gouvernement fera élaborer pour les caisses particulières, des statuts types, ce qui facilitera considérablement l'établissement d'organismes d'assurance, tant par les employés que par les employeurs.

VII. — *Mesures transitoires.*

La loi n'aurait pas été complète si elle n'avait prévu des mesures spéciales en vue d'accorder un supplément de pension aux employés qui auront atteint un âge avancé, lors de la mise en vigueur de la loi, la rente de vieillesse qui aura pu être constituée au moyen des versements personnels et patronaux devant alors être peu élevée.

De même, il était indispensable, pour le même motif, de prévoir l'octroi d'un complément de rente de veuve aux épouses des employés qui deviendront veuves dans le cours des premières années d'existence de la nouvelle législation.

Sans doute les uns et les autres bénéficieront des majorations de rente de vieillesse ou de rente de veuve prévues par la loi générale. Mais dans une loi faite pour une catégorie spéciale de travailleurs qui consentent à faire des versements très élevés, ces derniers avantages ne sont pas suffisants.

Déjà, dans la loi spéciale relative aux ouvriers mineurs, il a été tenu compte de ce principe; les assurés âgés de cette catégorie de travailleurs reçoivent, outre les avantages accordés aux salariés assujettis à la loi générale, des compléments de pension à charge du Fonds national de retraite des ouvriers-mineurs dont les ressources proviennent exclusivement de versements faits par les

intéressés et leurs patrons. Les veuves bénéficient également d'un supplément de pension payé par le même organisme.

Un système identique a été établi par les employés. Il est institué un Fonds d'allocations pour employés, dont les ressources seront constituées par des prélèvements opérés sur les versements personnels et patronaux et dont la quotité est fixée à l'article 9, 2° de la loi.

La loi fait donc appel à la solidarité professionnelle pour venir en aide aux vieux employés et aux épouses des employés qui deviendront veuves au cours des premières années de la mise en vigueur de la loi.

Pour les ouvriers mineurs, il a été possible de fixer définitivement dans la loi le taux des compléments de pension qui seront accordés par le Fonds national de retraite. Outre que le Fonds dispose dès maintenant d'un capital très important, l'on peut évaluer d'après les statistiques qui ont été faites jusqu'à ce jour, d'une part, le montant très approximatif des recettes annuelles de ce Fonds et d'autre part le nombre probable d'intéressés qui bénéficieront de ces compléments.

Ces renseignements ne sont pas encore connus en ce qui concerne les employés. Ainsi donc, on ne peut déterminer dès à présent quel sera le taux de l'allocation qui pourra être payée aux veuves. Le montant de ces allocations ne pourra être fixé qu'à la fin de la première année d'application de la loi.

Observons toutefois que plus les recettes du Fonds seront élevées, plus importante sera l'allocation. On prévoit que si, dès la première année, tous les employés se conforment à la loi, il sera possible d'allouer aux intéressés une allocation qui, ajoutée aux rentes et aux majorations prévues par la loi générale, leur procurera les ressources suffisantes pour être entièrement à l'abri du besoin.

Le Fonds spécial aura la personnification civile. Il sera administré par un Conseil composé de onze membres, parmi lesquels il y aura notamment trois représentants des employés et trois représentants des patrons.

Le Gouvernement y sera représenté par le Directeur général de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, qui est membre de droit, et par deux commissaires qui auront pour mission de veiller à ce que les prescriptions légales et réglementaires soient observées. Comme les ressources du Fonds sont constituées par des prélèvements effectués sur les versements des employés et des patrons en vue d'un but déterminé, il est du devoir du Gouvernement de veiller à ce que ces fonds ne soient pas détournés de leur destination et que les allocations ne soient accordées qu'à ceux qui y ont droit et dans la mesure où ils y ont droit. Et c'est en ayant cette assurance que les employés consentiront généreusement le sacrifice qui leur est demandé pour leurs vieux collègues.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

Un membre de la Commission a demandé qu'il soit donné quelques précisions sur les qualités qui seront exigées d'un travailleur pour qu'il soit rangé dans la catégorie « employés ».

Le Gouvernement a répondu que le terme « employé » avait, dans la loi qui nous occupe, la même signification que dans la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi (Voir Exposé des motifs n° 435, p. 1, *in fine*). Lors de la discussion de cette loi, la question a été alors longuement examinée et il n'a pas été possible, ni à la Chambre, ni au Sénat, de décider limitativement qui était ou non employé.

Voir à ce sujet :

1° Chambre des Représentants, rapport de M. Bologne, *Doc. parl.* n° 133, session de 1920-1921.

2° Chambre des Représentants, *Ann. parl.*, séance du 13 mai 1921, p. 1227 et suivantes.

3° Chambre des Représentants, rapport complémentaire de M. Bologne, *Doc. parl.* n° 403, session de 1920-1921.

4° Sénat, rapport de la Commission de l'Industrie et du Travail, *Doc. parl.* n° 23, session de 1921-1922.

5° Sénat, *Ann. parl.*, séance du 15 mars 1922, p. 34 et du 16 mars 1922, p. 375.

Ce membre a fait observer que depuis lors le projet de loi organique des Conseils de Prud'hommes était venu en discussion devant les Chambres, et que les dispositions de l'article 4 du texte adopté en seconde lecture par le Sénat donnaient à ce sujet des indications assez précises.

La Commission a donc été d'avis que pour établir la qualité d'employé, le Gouvernement devait s'en rapporter aux règles établies de l'article 4 de la loi organique des Conseils de Prud'hommes, et que dans les cas douteux, la législation spéciale qui est la plus favorable pour les intéressés devait être appliquée.

ARTICLE PREMIER, 3°.

ART. 3. — Des membres de la Commission ont signalé qu'à leur avis, il ne paraissait pas nécessaire de comprendre parmi les assujettis à la loi, tous les employés attachés aux Hospices, Bureaux de bienfaisance et Monts de Piété, mais seulement ceux qui n'étaient pas assurés de recevoir une pension ou dont les veuves n'étaient pas en droit de bénéficier d'une rente.

D'autre part, la Commission a été saisie de nombreuses requêtes émanant des employés appartenant aux administrations citées ci-dessus qui ont demandé que la loi ne leur soit pas applicable, le régime dont ils bénéficiaient leur donnant toute satisfaction : de plus ils signalaient que là où on n'accordait pas de pension aux intéressés, c'était généralement parce que l'emploi rempli aux hospices ou aux bureaux de bienfaisance, n'était qu'une profession accessoire qui n'occupait son titulaire que par intermittence.

Dans ces conditions, la Commission a décidé qu'il y avait lieu de ne pas comprendre parmi les assujettis à la loi les employés attachés aux Hospices, Bureaux de bienfaisance et Monts de Piété ou Caisses publiques de prêts.

Le 3° de l'article 1^{er} et l'article 3 ont été modifiés en conséquence.

ART. 4. — La Commission a examiné longuement les dispositions de cet article. Des membres estimaient que le taux du pourcentage de la retenue était trop élevé : on a fait valoir que d'une part on imposerait une charge considérable aux employés, surtout à ceux dont la rémunération n'était pas très élevée. Par exemple, pour un traitement de 6,000 francs, la retenue serait de 300 francs par an; on ne devait pas perdre de vue qu'en outre l'intéressé subissait une seconde retenue pour le paiement de sa taxe professionnelle et que, dans bien des cas, l'intéressé devait encore payer une cotisation à la société d'assurance-maladie et souvent même à son syndicat. D'autre part, la charge qui sera imposée à certains patrons, là surtout où la plus grande partie du personnel était composée d'employés, par exemple dans les bazars, les grands magasins, etc., serait également trop lourde.

Dans ces conditions, un membre a proposé de réduire le pourcentage de la retenue et de fixer celui-ci à 2 1/2 ou 3 %.

Un autre membre fait observer qu'à son avis les lois d'assurances sociales devaient uniquement garantir à leurs bénéficiaires des ressources suffisantes pour les mettre à l'abri du besoin, et rien de plus. Si l'intéressé estime que celles-ci sont insuffisantes, il lui est toujours loisible de faire volontairement un effort complémentaire en vue de se constituer des ressources plus élevées.

Un membre ayant demandé si avec une retenue de 2 1/2 ou 3 % on arriverait à constituer une pension de vieillesse et une rente de veuve d'un taux suffisamment élevé, le Gouvernement a été invité à fournir des renseignements à ce sujet.

Le Gouvernement a fait parvenir à la Commission les tableaux ci-dessous :

Pensions des employés.

Résultats pouvant être obtenus au moyen de ressources fixées respectivement :

1°	5 %.	(personnels)	+	5 %.	(patronaux);
2°	2,50 %.	(personnels)	+	2,50 %.	(patronaux);
3°	3 %.	(personnels)	+	3 %.	(patronaux),

et de l'intervention de l'État conformément à la loi générale.

Hypothèses communes aux exemples traités ci-après :

Affiliation à partir de 20 ou 30 ou 40 ou 50 ans, traitements :

1° Constant à tous les âges : 6,000 francs.

2° Croissant de 20 à 65 ans.

6,000 à 20 ans,

7,200 à 30 ans,

9,000 à 40 ans,

10,200 à 50 ans,

12,000 à 60 ans,

époux d'âges égaux.

N. B. — a) Le tarif employé est provisoire ;

b) Les allocations à charge du Fonds sont établies dans l'hypothèse où l'ensemble des employés belges auraient pu être assujettis à la loi dès l'entrée en vigueur de celle-ci ;

c) Les majorations de rentes (alloc. de vieillesse) à charge de l'État, en vertu de la loi générale, sont comprises dans les résultats.

Affiliation à 20 ans.

Traitement constant de 6,000 francs.

Rentes assurées.	5 %.	2.50 %.	3 %.
A 30 ans : rente de veuve . . .	1,147	672	711
A 40 id. id. . . .	1,382	701	817
A 50 id. id. . . .	2,043	1,081	1,274
A 65 id. id. . . .	2,701	1,410	1,668
A 65 id. : rente de retraite . . .	5,502	2,820	3,330

Traitement croissant de 6,000 à 12,000 francs.

A 65 ans : rente de retraite . . .	7,374	3,807	4,520
Id. : rente de veuve . . .	3,687	1,903	2,260

Affiliation à 30 ans.

Traitement constant : 6,000 francs.

Rentes assurées	5 %.	2.50 %.	3 %.
A 40 ans : rente de veuve . . .	971	545	606
A 50 id. id. . . .	1,219	669	779
A 65 id. id. . . .	1,805	952	1,119
A 65 id. : rente de retraite . . .	3,920	2,225	2,558

Traitement croissant de 7,200 à 12,000 francs.

A 65 ans : rente de retraite . . .	5,726	2,143	3,659
Id. : rente de veuve . . .	2,703	1,411	1,669

Affiliation à 40 ans.*Traitement constant : 6,000 francs.*

Rentes assurées	5 %.	2.50 %.	3 %.
—	—	—	—
A 50 ans : rente de veuve . . .	931	525	578
A 60 id. id. . . .	1,098	609	707
Id. rente de retraite . . .	2,997	1,758	2,000

Traitement croissant de 9,000 à 12,000 francs.

A 65 ans : rente de retraite . . .	3,983	2,475	2,843
Id. : rente de veuve . . .	1,801	960	1,128

Affiliation à 50 ans.*Traitement constant : 6,000 francs.*

Rentes assurées.	5 %.	2.50 %.	3 %.
—	—	—	—
A 65 ans : rente de veuve . . .	693	406	464
Id. : rente de retraite . . .	2,687	1,653	1,852

* . *

En suite de l'examen de ces résultats, un membre de la Commission a proposé de fixer la cotisation personnelle à 3 % et la cotisation patronale à 4 %, soit donc au total 7 %, invoquant, pour justifier sa proposition, les dispositions de la loi applicable aux ouvriers mineurs, où les intéressés paient 2 % et les patrons 3 %.

D'autres membres ont fait connaître qu'ils avaient reçu des délégués des grands syndicats d'employés, qui ont insisté, au nom de leurs mandants, pour le maintien des 10 % proposés par le Gouvernement.

Votre Commission s'est ralliée à la proposition du Gouvernement par 4 voix et 3 abstentions.

Un autre point a été examiné par votre Commission : est-il nécessaire d'exiger, comme le prévoit le projet, une cotisation plus élevée des employés âgés. Elle a estimé à l'unanimité que non.

Le texte de l'article 4 a été amendé en ce sens.

ART. 5. — Votre Commission a décidé à l'unanimité, qu'il y avait lieu, ici comme dans la loi générale, d'accorder un avantage particulier aux chefs des familles nombreuses, et d'augmenter le maximum de 12,000 francs, de 1,000 francs par enfant âgé de moins de 16 ans, à charge de l'assujetti.

Un membre a demandé s'il n'était pas possible de fixer à 18,000 francs le taux maximum de la rémunération au delà duquel le versement personnel et la cotisa-

tion patronale ne seront plus perçus. Cette modification augmentera, il est vrai, les charges des employeurs. Mais il a fait remarquer qu'il ne doutait pas, que ceux-ci ne consentent volontiers ce sacrifice qui aurait pour résultat de favoriser l'élite de leur personnel et principaux collaborateurs ; D'autre part on ne devait pas perdre de vue le peu d'importance des versements qui seront effectués au cours des premières années d'assujettissement, l'employé ne bénéficiant alors que d'un petit traitement et ainsi le montant des rentes qui seront constituées pendant toute cette période sera relativement peu élevé. En portant à 18,000 francs, le maximum fixé à l'article 5, on donne aux intéressés le moyen d'augmenter notablement la rente de vieillesse et partant la rente de veuve, puisqu'alors les sommes versées seront très importantes.

Il y a lieu en outre de mettre en concordance, nos lois sociales, lorsque la chose est possible. La loi organique des Conseils de Prud'homme actuellement soumise à la Chambre a fixé à 18,000 francs le montant maximum de la rémunération au delà duquel l'employé n'est plus justiciable devant cette juridiction extraordinaire.

Pourquoi ce taux ne serait-il également admis dans cette loi.

La Commission s'est ralliée unanimement à cette proposition.

ART. 7. — On a demandé s'il ne convenait pas de fixer l'âge d'entrée en jouissance de la pension à 60 ans pour les employés du sexe masculin et à 55 ans pour les employés du sexe féminin.

La Commission a décidé, pour les raisons suivantes, de maintenir le texte du Gouvernement :

1° Les employés ont toujours la faculté, s'ils le désirent, de demander la liquidation anticipative de leur pension. A 60 ou 55 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ;

2° Le taux de pension, pour des versements égaux, serait notablement diminué si l'âge de la pension était fixé à 60 ou 55 ans.

Une pension de 1,000 francs payable à 65 ans est réduite à 604 francs si l'entrée en jouissance a lieu à 60 ans et à 393 francs si elle a lieu à 55 ans.

ART. 9. — A propos de l'article 9, la Commission a demandé au Gouvernement de lui fournir un tableau indiquant pour des traitements déterminés, la répartition du versement total (personnel et patronal) d'après les dispositions des articles 9 et 10.

Le Gouvernement a fait parvenir à la Commission les tableaux suivants :

1926 à 1940

Assujettis du sexe masculin nés avant le 1^{er} janvier 1886.

Versement personnel 6 ‰. — Cotisation patronale 5 ‰.

TRAITEMENT ANNUEL.	3,000	4,000	5,000	6,000	7,000	8,000	9,000	10,000	11,000	12,000
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
VERSEMENT ANNUEL.	330 (180 + 150)	440 (240 + 200)	550 (300 + 250)	660 (360 + 300)	770 (420 + 350)	880 (480 + 400)	990 (540 + 450)	1,100 (600 + 500)	1,210 (660 + 550)	1,320 (720 + 600)
Caisse de Retraite	72 »	72	72 »	72	72 »	72	72 »	72	72 »	72
Fonds d'allocations	82 50	110	137 50	165	197 50	220	247 50	275	302 50	330
Rente-vieillesse et rente-veuve.	175 50	258	340 50	423	500 50	588	670 50	753	835 50	918
Assujettis du sexe féminin nées avant le 1^{er} janvier 1886. <i>Versement personnel 6 ‰. — Cotisation patronale 5 ‰.</i>										
Caisse de Retraite	24 »	24	24 »	24	24 »	24	24 »	24	24 »	24
Fonds d'allocations	82 50	110	137 50	165	197 50	220	247 50	275	302 50	330
Rente-vieillesse	223 50	306	388 50	471	548 50	636	718 50	801	883 50	966

1926 à 1940

Assujettis du sexe masculin nés depuis le 1^{er} janvier 1886.

Versement personnel 5 % — Cotisation patronale 5 %.

TRAITEMENT ANNUEL.	3,000	4,000	5,000	6,000	7,000	8,000	9,000	10,000	11,000	12,000
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
VERSEMENT ANNUEL.	300	400	500	600	700	800	900	1,000	1,100	1,200
	(150 + 150)	(200 + 200)	(250 + 250)	(300 + 300)	(350 + 350)	(400 + 400)	(450 + 450)	(500 + 500)	(550 + 550)	(600 + 600)
Caisse de retraite	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72
Fonds d'allocations	75	100	125	150	175	200	225	250	275	300
Rente-vieillesse et rente-veuve.	153	228	303	378	453	528	603	678	753	828
Assujettis du sexe féminin nées depuis le 1^{er} janvier 1886. <i>Versement personnel 5 % — Cotisation patronale 5 %.</i>										
Caisse de retraite	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Fonds d'allocations	75	100	125	150	175	200	225	250	275	300
Rente-vieillesse	201	276	351	426	501	576	651	726	801	876

ART. 10. — A. 1° La Commission a estimé que la disposition en vertu de laquelle les employés qui demanderaient la liquidation anticipative de leur rente de vieillesse, seraient privés de toute allocation de vieillesse, était trop rigoureuse. Elle a admis que toutefois l'intéressé ne pourrait prétendre recevoir à 55 ans ou 60 ans une allocation d'un taux aussi élevé que s'il entrait en jouissance de la rente à 65 ans.

De là l'amendement proposé à l'article 10 A. 1°, le Gouvernement sera chargé d'établir les coefficients de réduction pour chaque âge compris entre 55 et 65 ans.

2° Un membre de la Commission a demandé que le Gouvernement précise dans le règlement général la signification du terme « même âge », étant donné que généralement il y avait toujours une différence de jours, de semaines ou de mois entre l'âge de deux conjoints.

B. Pour le motif indiqué ci-dessus, la Commission a décidé que l'assujetti du sexe féminin qui demanderait la liquidation anticipative de sa rente de vieillesse, ne devait pas être privée de toute allocation, mais que le taux de celle-ci devait être diminué proportionnellement. Des coefficients de réduction qui seront établis par le Gouvernement seront également appliqués à cette catégorie d'assujettis.

ART. 13. — Le Gouvernement a jugé qu'il y avait lieu de répartir sur trois articles 13, 13^{bis} et 13^{ter} le texte de l'article 13, en vue de rendre ses dispositions plus claires.

Au nouvel article 13^{bis}, les mots « et la révocation » ont été supprimés, l'article 15 réglant les formalités et les conditions de la révocation.

ART. 14. — Il a paru indispensable de déterminer limitativement les avantages dont bénéficieront les organismes d'assurance créés, tant pour les employeurs que pour les employés, en suite de l'octroi à ces institutions de la personification civile. D'autre part, il y a lieu de remarquer que l'article 3 de la loi de 1868, modifié par l'article 40 de la loi du 24 novembre 1903, prévoit certains avantages qui ne peuvent être accordés à ces organismes d'assurances, tel le bénéfice de la procédure gratuite.

ART. 15. — Les mots « arrêté royal » ont été remplacés par le mot « Gouvernement », en vue de mettre le texte de cet article en concordance avec celui de l'article 13.

ART. 29. — Un membre de la Commission a fait remarquer qu'il apparaissait, d'après le texte de l'article 29, que le Conseil d'administration du Fonds d'allocations serait composé en réalité de 11 membres, dont 1 à la nomination du Roi (le président) et 9 désignés par le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, parmi lesquels 3 au moins auraient la qualité d'employés et 3 au moins la qualité d'employeurs, et, enfin, 1 membre de droit, le Directeur général de l'Assurance et de la Prévoyance sociales.

Il a été répondu que le Directeur général de l'Assurance et de la Prévoyance sociales et les deux Commissaires du Gouvernement, tout en ayant voix délibérative, ne devaient cependant pas être considérés comme membres du Conseil d'administration et, partant, ne tombaient pas sous l'application des dispositions du § 5 de l'article 29 établissant une incompatibilité entre les fonctions de membre du Conseil du Fonds et celles de membre du Conseil supérieur.

En vue de rendre les dispositions de l'article 29 plus explicites, il est décidé de faire l'objet d'un article spécial des dispositions des §§ 6 et 7 de l'article 29.

ART. 31. — La Commission a estimé qu'en vue de pouvoir bénéficier de l'allocation de vieillesse, il suffisait que l'intéressé ait été occupé en qualité d'employé, pendant 10 ans. Si la durée des services est de 30 ans et plus, la totalité de l'allocation serait accordée; si la durée des services est inférieure à 30 ans tout en dépassant 10 ans, le taux de l'allocation sera fixé à un trentième par année de services.

ART. 33. — La Commission a estimé qu'ici comme dans la loi générale et dans la loi spéciale relative aux ouvriers mineurs, il y avait lieu d'immuniser totalement le traitement que l'employé pourrait encore recevoir postérieurement à l'entrée en jouissance de sa pension et 50 % du salaire de son conjoint ainsi que des revenus professionnels de l'intéressé et de son conjoint.

Les employés ne devaient pas craindre la concurrence que certains pensionnés pourraient leur faire, car à cet âge ils sont généralement incapables d'exercer un emploi important et partant très rémunérateur; d'ailleurs, seuls ceux qui ne trouveront pas dans leur pension des ressources suffisantes, seront amenés à travailler encore.

Les fonctionnaires de l'État, pensionnés, peuvent également s'occuper comme ils le désirent, sans que le taux de leur pension ne subisse une diminution de ce chef.

ART. 48. — Les dispositions de l'article 48 ont été amendées dans le sens indiqué au chapitre IV de la première partie de ce rapport.

ART. 40 et 42. — Des erreurs d'impression se sont glissées dans le texte du projet de loi :

A l'article 40, il faut lire : « sera puni d'une amende de 1 à 25 francs... ».

A l'article 42, il faut lire : « ... et d'une amende de 26 à 200 francs... ».

L'ensemble du projet de loi a été approuvé par l'unanimité des membres de la Commission.

Le Rapporteur,
HENRI HEYMAN.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(22)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1925.

Wetsontwerp op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der bedienden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Tijdens de behandeling van het algemeen wetsontwerp op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood, hebben leden van Kamer en Senaat terecht doen opmerken dat een der bijzondere eigenschappen van de nieuwe wetgeving er in bestaat, dat zij zich geenszins verzet tegen de beroepsmatige inrichting van de ouderdomsverzekering. Het was ongetwijfeld onontbeerlijk, vooraf aan de quaestie een oplossing te geven welke van toepassing zou zijn op al de arbeiders, al de beroepen gemengd zijnde; doch deze oplossing mocht echter geen beletsel zijn om, in de toekomst, afzonderlijke regelingen te vestigen toepasselijk op de arbeiders welke hetzelfde beroep of een gelijkaardig beroep uitoefenen, waarvan het ouderdoms-risico, aan het beroep eigen, dienvolgens door een bijzondere regeling moest verzekerd worden.

Zoowel in de Kamers als in den Senaat, heeft de Regeering erkend dat de toekomstige wetgeving zich in dien zin zou moeten richten. En van nu af reeds, heeft zij dit beginsel in de praktijk aangenomen, met door de Kamers een bijzondere wet te doen stemmen, van toepassing op de mijnwerkers, welke wet op 30 December 1924 is afgekondigd geworden, en een tweede wet, van toepassing op de bedienden. Het is deze laatste welke aan uw onderzoek onderworpen is.

Zooals de Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg het zegt, tot besluit van zijne Memorie van Toelichting : « hoorden wij, met het oog op het

(1) Wetsontwerp, n^o 438 (1923-1924).

(2) Samenstelling van de *Middenafdeeling* : de heeren Pirmez, voorzitter, Huysbauwer, Iweins d'Eeckhoutte, Uytroever, Bologne, Franck en Heyman.

bewerken van dit U voor onderzoek onderworpen wetsontwerp, en de gemachtigde lasthebbers van de bedrijfshoofden, en de afgevaardigden der groote bediendenvereenigingen van het Rijk, terwijl hier dan ook, binnen de mate van het mogelijke, rekening werd gehouden met hunne verlangens. »

De voorafgaande raadpleging van betrokken partijen moet een heilzamen invloed hebben op de werkzaamheid van het Bestuur dat, alzoo de eischen en de bezwaren van een en andere zijde kennende, in staat is om aan het vraagstuk een oplossing te geven waartegen geen principieel verzet kan oprijzen. Het werk van de Wetgevende Kamers wordt ook vergemakkelijkt, daar zij weten dat de beschikkingen van het wetsontwerp niet anders zijn dan de verwezenlijking der desiderata van de bedienden en van de werkgevers. Dit blijkt trouwens uit het gering getal amendementen op het ontwerp door uwe Commissie voorgesteld.

*
* * *

Het ligt niet in onze bedoeling hier den heelen samenhang van de wet te hernemen. Het zal aan onze achtbare collegas volstaan daartoe de zoo duidelijke Memorie van Toelichting te raadplegen. Wij willen enkel wijzen op hoofdzaken en deze in 't licht stellen.

I. — *De verzekeringsplichtigen.*

De wet zal van toepassing zijn op *al de bedienden*, werkzaam in België voor rekening van een in België gevestigden Belgischen of vreemden werkgever, en wiens bezoldiging door dezen laatste wordt betaald.

Twee voorwaarden zijn dus vereischt :

1^o De werkgever die den bediende in dienst heeft genomen en hem betaalt moet in België gevestigd zijn. De nationaliteit van den werkgever is dus van weinig belang. Het is bovendien niet vereischt dat de hoofdinstelling van dien werkgever in België gevestigd zij; het is voldoende dat hij hier een bijhuis heeft, maar in dit geval moet de beambte in dienst genomen zijn door den zaakvoerder van dit bijhuis en door hem betaald worden.

2^o De bediende moet in België werkzaam zijn. Zijne nationaliteit is van geen belang; er wordt enkel vereischt dat hij in België werkzaam is.

Op deze laatste voorwaarde werd eene uitzondering voorzien ten voordeele van de bedienden van Belgische nationaliteit die in den vreemde werkzaam zijn voor rekening van een werkgever in België gevestigd. Deze beambten zullen verplicht zijn de door het wetsvoorstel voorgeschreven stortingen te doen, maar zij zullen ook de voordeelen genieten die het verleent : zij zullen recht hebben op de werkgeversbijdrage en de Staatsbijdrage, en gedurende de overgangsperiode zullen zij de pensioensverhoogingen en de ouderdomstoelagen ontvangen door de algemeene wet en door dit wetsontwerp voorzien, op voorwaarde dat zij in België hun verblijf vestigen wanneer zij den pensioenleeftijd zullen bereikt hebben.

II. — *Bedrag der stortingen.*

De bepalingen van eene algemeene wet, toepasselijk op al de arbeiders, moeten zoowel aan de verzekeringsplichtigen als aan de werkgevers de verplichting opleggen een minimum te storten, waarvan de hoegrootheid voor allen dezelfde is, om aan de belanghebbenden een ouderdoms- en overlevingsrente van eenzelfde bedrag te verzekeren.

Dit principie kan echter niet toegepast worden als het een verzekeringsstelsel betreft dat eigen is aan een bijzondere reeks arbeiders. In dit geval moet rekening gehouden worden met den toestand dergenen die onder toepassing vallen van deze wet, om de voorwaarden van deze verzekering en het bedrag van de ouderdoms- en overlevingsrenten te bepalen.

Reeds in de bijzondere wet voor de mijnwerkers werden aan dezen verschillende voordeelen toegestaan en namelijk hogere renten dan deze door de algemeene wet voorzien; doch om dien uitslag te bereiken was het onmisbaar het bedrag van de persoonlijke storting en dit van de werkgeversbijdrage te bepalen naar verhouding van het loon.

De bedienden hebben er op gewezen dat zij er hoofdzakelijk aan houden dat er bij het vaststellen van het bedrag der ouderdoms- en overlevingsrente, die hun zou worden gewaarborgd, rekening worde gehouden met den stand dien zij in de maatschappij bekleeden : een zeer billijke vraag die kon ingewilligd worden, daar de betrokkenen dadelijk hebben toegestemd dat de hen opgelegde stortingen in verhouding zouden zijn met de bezoldiging gedurende hunne loopbaan ontvangen. De vertegenwoordigers der nijverheidsbazen hebben van hunnen kant begrepen dat het voor hen een plicht was mede te werken tot de verwezenlijking der wenschen van hun medewerkers, wier invloed op den goeden gang van hun zaken te dikwijls niet gewaardeerd en zelfs miskend wordt.

Het totaal bedrag der stortingen werd vastgesteld op 10 t. h. van de bezoldiging, dit woord genomen in de breedste beteekenis, waarvan 5 t. h. ten laste van den bediende en 5 t. h. ten laste van den werkgever. Het ontwerp voorziet dat voor den bediende, meer dan 40 jaar oud op 1 Januari 1926, de persoonlijke bijdrage 6 t. h. belooft. Zooals blijkt uit hetgeen volgt, heeft uwe Commissie die bepaling niet aangenomen.

De Memorie van Toelichting geeft de reden op voor dewelke voor de vrouwelijke verzekeringsplichtigen geen kleinere storting wordt geveerd.

III. — *Bestemming der stortingen.*

Het zal volstaan kennis te nemen van de artikelen 9 en 10 van het wetsontwerp en van de verklaringen in de Memorie van Toelichting opgegeven, om de bestemming te kennen van de persoonlijke stortingen en van de werkgeversbijdragen.

. * .

Ten einde de bedienden niet te berooven van de bijzondere voordeelen die de

algemeene wet kosteloos verleent aan de handarbeiders, verplicht artikel 9, 1° van de onderhavige wet het verzekeringsorganisme op het jaarlijksch bedrag der persoonlijke storting en der werkgeversbijdrage de sommen af te houden bepaald bij art. 4 en 5 der algemeene wet en deze te storten in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Zeggen wij hier dat dit organisme ten bate der betrokkenen de renten zal vestigen waarvan sprake in artikel 10 der algemeene wet en die hun zullen uitgekeerd worden op de tijdstippen door die wet bepaald.

Herinneren wij in 't kort aan de hooger bedoelde bijzondere voordeelen :

1° Bijdrage van den Staat in de vestiging van de ouderdomsrente van den verzekerde, van de rente der weduwe en van de ouderdomsrente der echtgenooten binnen de perken en voorwaarden bij artikel 8 der algemeene wet bepaald;

2° Toelage aan de weduwe van de vermeerdering van 120 frank, in de voorwaarden bepaald bij artikel 15 der algemeene wet, indien de overlevingsrente, bij de Lijfrentekas gevestigd, niet 360 frank bereikt;

3° Toelage aan de weduwe van de verhooging van 100 frank per kind minder dan 16 jaar oud, voorzien bij artikel 18 der algemeene wet;

4° Uitkeering aan de weezen minder dan 16 jaar oud, die beide ouders verloren hebben, van de toelagen voorzien bij art. 10, 2° en 18 en 19 der algemeene wet, hetzij een totaal van 240 frank.

Wijzen wij er ten slotte op, dat, tijdens de overgangsperiode, de bedienden en hunne echtgenooten die de minima-stortingen, door de algemeene wet voorzien voor de vestiging van hun ouderdomsrente, zullen gedaan hebben, in dezelfde voorwaarden als de handarbeidersden rentetoeslag bij artikel 23 dier wet voorzien kunnen genieten.

Er valt nochtans aan te stippen voor de vaststelling van het bedrag van dien toeslag, dat de ouderdomstoelage, die de bedienden zullen genieten krachtens deze wet, volkomen zal vrijgesteld zijn, hetgeen een zeer billijke en onmisbare bepaling is, zonder dewelke de betrokkenen, gelet op de belangrijkheid van dit inkomen in den loop der eerste vijftien jaar der toepassing van de wet, het maximum bedrag van dien toeslag niet zouden kunnen bereiken.

*
* *

Er dient op gewezen dat het niet mogelijk is het bedrag der aldus gevestigde renten te bepalen. Dit zal afhangen van de sommen die jaarlijks zullen gestort worden op de rekening der verzekeringsplichtigen en van de regelmatigheid der stortingen.

In de algemeene wet is het volledig bedrag van de jaarlijksche storting vast : 72 frank per jaar; het is dus gemakkelijk, met de toepassing van het tarief der lijfrentekas, de ouderdomsrente op 65 jaar gevestigd te berekenen, indien de belanghebbende regelmatig stort van 21 tot 65 jaar. In de onderhavige wet staat het totaal bedrag van de jaarlijksche storting in verhouding tot de bezoldiging van den bediende : het wordt bepaald op 10 t. h. van die bezoldiging; welnu, tijdens zijne loopbaan vermeerdert gewoonlijk het bedrag der bezoldiging van

den bediende, ofwel, ongetwijfeld minder dikwijls, vermindert het; het bedrag van de jaarlijksche storting verandert dus in verhouding. Anderzijds moet een schorsing der stortingen voorzien worden.

* * *

Het zal nochtans niet van belang onthloot zijn de bestemming der persoonlijke stortingen en werkgeversbijdragen van de algemeene wet te vergelijken met de bestemming die in deze wet voorzien wordt voor het bedrag der sommen die bewaard worden na de afhoudingen bij artikel 9 bepaald en door het verzekeringsorganisme gedaan.

Nemen wij het geval van een *gehuwd verzekeringsplichtige* :

In de algemeene wet dienen 50 t. h. van het totaal bedrag der stortingen van den verzekeringsplichtige voor de vestiging van een ouderdomsrente, aan hem betaalbaar als hij 65 jaar oud is; de overige 50 t. h. zijn bestemd voor de vestiging van een overlevingsrente, te betalen aan de weduwe bij het afsterven van den verzekeringsplichtige, en zoodra deze rente is samengesteld, voor de vestiging van een ouderdomsrente uit te keeren aan de echtgenoot als zij 55 jaar oud is. Als beide echtelingen aldus 65 jaar bereiken, genieten zij elk een ouderdomsrente. En, in geval een of andere echtgenoot sterft, blijft de overlevende de rente trekken die voor hem werd gevestigd.

In het onderhavig ontwerp wordt geen enkele rente gevestigd ten bate van de vrouw van den verzekeringsplichtige : het volle bedrag der stortingen wordt door eene en dezelfde bewerking bestemd voor de vestiging van een ouderdomsrente ten bate van den verzekerde vanaf zijn 65 jaar en voor de vestiging van een weduwerente aan de weduwe uitkeerbaar bij het afsterven van den verzekerde. Op 65 jaar zal de verzekerde dus een ouderdomsrente ontvangen, doch indien zijn echtgenoot dien leeftijd bereikt zal zij geen ouderdomsrente genieten. Het spreekt van zelf dat met dit stelsel de ouderdomsrente van den man aanzienlijker zal zijn dan indien hij daarbuiten nog een ouderdomsrente voor zijn vrouw had gevestigd; alzoo wordt de vestiging op zijn hoofd gebillijkt van eene enkele ouderdomsrente, die dus feitelijk een « gezinsrente » zal zijn. Dit is trouwens de toepassing op de privaatsbedienden van het stelsel voor de Staatsbedienden vastgesteld.

Indien wij het stelsel onderzoeken dat in beide wetten wordt toegepast voor de overlevings- of weduwerente, dan stellen wij vast dat het bedrag van deze afhangt van twee factoren :

1° Het bedrag van de stortingen en,

2° Het aantal gedane stortingen. Aldus, indien de verzekeringsplichtige sterft, na vijf jaarlijksche stortingen voor de vestiging der overlevingsrente, dan zal deze kleiner zijn dan indien hij overlijdt na tien jaarlijksche stortingen van hetzelfde bedrag. Het bedrag der overlevingsrente staat niet in verband met het bedrag der ouderdomsrente van den man, vermits zij door bijzondere stortingen wordt gevestigd.

In de besproken wet hangt het bedrag van de weduwerente af van een derden factor. Wij hebben hierboven gezien dat het volle bedrag der stortingen van den verzekeringsplichtige door eene en dezelfde bewerking besteed wordt aan de vestiging van een ouderdomsrente voor den verzekerde en aan de vestiging van een weduwerente. Het bedrag van de ouderdomsrente hangt af van het belang en het aantal der gedane stortingen. Wat de weduwerente betreft en het verschil van hetgeen voor deze rente bepaald is in de algemeene wet, zal haar bedrag altijd in verband staan met de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige, of hij vóór of na 65 jarigen leeftijd sterft. De verhouding tusschen de weduwe- en de ouderdomsrente wordt opgegeven in de tabel bij artikel 10 ingelascht.

Een voorbeeld zal beter de beteekenis van het stelsel aantoonen.

Een verzekerde sterft op 30 jaar, na vanaf 21 jaar regelmatige stortingen van een bepaald bedrag gedaan te hebben. Veronderstellen wij dat hij dan te zijnen bate een ouderdomsrente van 1,000 frank, betaalbaar op 65 jaar, zou gevestigd hebben. De weduwe zal een rente ontvangen gelijk aan 35 t. h. van die ouderdomsrente, of 350 frank;

Indien de betrokkene gestorven was op 40 jaar en tot dien leeftijd regelmatig gestort had, dan zou de aldus gevestigde ouderdomsrente bijvoorbeeld 1,800 frank beloopen. De weduwerente zal dan 35 t. h. of 630 frank bedragen.

In geval de verzekeringsplichtige op 50 jaar stierf en zich een ouderdomsrente van 2,400 frank had gevestigd, dan zou de weduwerente 45 t. h. van deze, of 1,080 frank bereiken.

Het bedrag van de weduwerente is altijd in verhouding tot het bedrag der ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

Ten slotte hebben wij de zeer belangrijke bepaling van het onderhavig wetsontwerp : de weduwerente is nitkeerbaar aan de vrouw die de echtgenoot is van den verzekerde op het oogenblik van zijn overlijden. Het nieuw huwelijk wordt dus voorzien, behalve echter indien de verzekerde weduwnaar geworden na de ingenottreding van zijn ouderdomsrente, naderhand opnieuw in den echt treedt. Bij het stelsel der algemeene wet echter, wordt de overlevingsrente gevestigd op het hoofd van de vrouw die de echtgenoot is van den verzekerde op het oogenblik der storting en zij houdt op bij haar overlijden. Het is niet noodig toe te voegen dat in gelijke stortingsvoorwaarden het bedrag der weduwerente, die met het stelsel der onderhavige wet kan gevestigd worden, kleiner is dan indien het stelsel der algemeene wet werd toegepast. In verzekeringszaken worden alle voordeelen betaald.

Wij zijn niet genoeg bevoegd om te beslissen of het stelsel der algemeene wet te verkiezen is boven dat van het besproken ontwerp. In zake verzekering bij het hertrouwen zeggen wij nochtans, dat het ons niet zeer rechtmatig voorkomt door de algemeenheid der vrouwen van het (de) voorgaande huwelijk(en) van de bedienden den last te doen dragen om te voorzien in de vestiging der overlevingsrente van de tweede of van de derde vrouw. Het huwelijk is in feite een uitzonderlijke toestand, waarmede, naar onze meening, niet rekening moet gehouden worden bij het opmaken van een wetgeving toepasselijk op betrokkenen die meestal geen baat zullen hebben bij die bepaling en die integendeel

uit dien hoofde de weduwerente van hun echtgenooten zullen verminderd zien.

Daarbij komt het eenigszins kwetsend voor dat een weduwe, die maar tijdens enkele jaren met een bediende gehuwd is, een hooger pensioen zal genieten dan een andere weduwe wier echtgenoot gestorven is na een langdurig samenleven.

En dit zal zich voordoen daar, zooals wij het zegden, de weduwerente in verhouding staat tot het bedrag der ouderdomsrente die de verzekerde heeft gevestigd op het oogenblik van zijn overlijden. Indien deze sterft gedurende veertig jaar verzekerd en na slechts sedert vijf jaar hertrouwd te zijn, dan zal de tweede vrouw, die aldus slechts gedurende vijf jaar met den verzekerden verbonden was, een hoogere weduwerente trekken dan deze verleend aan eene eerste vrouw van een bediende die min dan veertig jaar men hem doorbracht.

Indien wij den toestand onderzoeken waarin een *ongehuwde verzekeringsplichtige, een weduwnaar of een uit den echt gescheidene* zal geplaatst worden, dan stellen wij vast dat voor een gelijk aantal en een zelfde bedrag storting, de ouderdomsrente die hij op 65 jaar geniet, gelijk zal zijn aan deze van een gehuwd verzekeringsplichtige, en dit is te begrijpen, vermits het aantal en het bedrag van de gestorte sommen in beide gevallen dezelfde zijn.

Doch, zooals wij het hierboven zegden, het volle bedrag der storting door eene en dezelfde bewerking besteed zijnde aan de vestiging niet alleen van een ouderdoms doch ingsgelijks van een weduwerente, wat gewordt er van het vestigingskapitaal der laatste rente indien de betrokkene sterft zonder getrouwd of hertrouwd te zijn geweest?

In de algemeene wet wordt het aldus gevestigd kapitaal bij het afsterven van den betrokkene volledig in het Bijzonder Fonds gestort. Er valt op te merken dat in de onderhavige wet een gedeelte der storting van de verzekerden in de Lijfrentekas (art. 9, 1^o) gestort wordt en aldus zal het kapitaal, samengesteld overeenkomstig de bepalingen der algemeene wet, insgelijks in het Bijzonder Fonds gestort worden.

In die voorwaarden ware het onbillijk het volle bedrag van het vestigingskapitaal der weduwerente te storten in het Toelagefonds voor bedienden, in de besproken wet voorzien; de oplossing door de wet voorgesteld (art. 10, a) is rechtvaardig: bij het afsterven van den belanghebbende worden 50 t. h. van dit kapitaal uitgekeerd aan sommige rechthebbenden, (na- of voorzaten of een persoon door den verzekerde aangeduid, de eene reeks de andere uitsluitend); dit bedrag werd gevestigd door middel der persoonlijke storting van den betrokkene en het is billijk er een persoon van eene of andere der voormelde reeksen van te laten genieten. De overige 50 t. h., door de werkgeversbijdragen samengesteld zijnde, mochten niet afgestaan worden en moeten aldus, zooals de eerste 50 t. h., aan een rechthebbende van den afgestorvene ten goede komen; deze 50 t. h. worden gestort in het Toelagefonds en zullen dienen om bijzondere voordeelen te verleen, eenzijdig aan de bedienden en anderzijds aan de echtgenooten van bedienden die die weduwe zullen worden in den loop der eerste jaren van het bestaan der wet.

Indien echter, bij de ingetreding van de ouderdomsrente, de ongehuwde

verzekerde, de weduwnaar of de uit den echt gescheidene nog in leven zijn, dan wordt het volle bedrag van het vestigingskapitaal der overleveringsrente in het Toelagefonds gestort. Doch dit organisme moet, zoo de betrokkene naderhand trouwt of hertrouwt en vóór zijn echtgenoot sterft, aan de weduwe een rente uitkeeren gelijk aan 50 t. h. van de ouderdomsrente die de overleden man genoot.

Indien de ongehuwde verzekerde, de weduwnaar of de gepensioneerde uit den echt gescheidene sterft zonder een huwelijk te hebben aangegaan, dan wordt het kapitaal verhoogd met de interesten volgens hooger opgegeven modaliteiten verdeeld onder de rechthebbenden van den overledene en het Toelagefonds voor bedienden.

Wijzen wij er op dat er slechts een enkel huwelijk wordt voorzien als het een ongehuwd pensioentrekker geldt of een enkel tweede huwelijk als het een gepensionneerd weduwnaar of uit den echt gescheidene betreft. Indien dus, hetgeen kan voorkomen, deze vrouw sterft vóór haar man, en indien deze naderhand een tweede huwelijk aangaat en vóór zijne vrouw sterft, dan kan deze laatste op geen enkele weduwerente aanspraak maken.

Voor de *vrouwelijke verzekeringsplichtigen* wordt, zooals in de algemeene wet, het volle bedrag der persoonlijke storting en der werkgeversbijdragen uitsluitend besteed aan de vestiging van een ouderdomspensioen. Het bedrag hiervan kan in die voorwaarden zeer hoog gaan, doch wij mogen niet uit het oog verliezen dat, zooals de Toelichting het zegt, de pensioensouderdom voor deze reeks verzekerden werd bepaald op 60 jaar en dat de vrouwen doorgaans niet blijven arbeiden tot op dien leeftijd.

IV. — *De Verzekeringsorganismen.*

De Regeering heeft het monopolie van de vestiging der ouderdoms- en weduwerenten door de onderhavige wet voorzien, niet willen toevertrouwen aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Zij laat de werkgevers en bedienden toe zich te wenden tot private verzekeringsorganismen of, zoo zij het verkiezen, zelf verzekeringskassen tot stand te brengen.

De wet van 24 December 1903 op het herstel der schade als gevolg van arbeidsongevallen laat aan de ondernemingshoofden toe zich te ontslaan van den last der vergoedingen bij deze wet bepaald, indien zij voor de uitkeering van die vergoedingen een overeenkomst sluiten, namelijk met een toegelaten verzekeringsmaatschappij (art. 10) en zij voorziet insgelijks dat het kapitaal der rente, waartoe die wet verplicht, kan gevestigd worden in een voor den rentediens aangestelde inrichting (art. 11).

De Memorie van Toelichting geeft de redenen op die de Regeering tot dit besluit heeft aangezet (hoofdstuk 3, bl. 8). Enkele leden van uwe Commissie nochtans hebben gearzeld die bepaling aan te nemen; dezen omdat zij vinden dat de organismen, desgevallend door de bedienden of de werkgevers tot stand gebracht, de noodige waarborgen van zekerheid en goed beheer, onmisbaar bij dergelijke verrichtingen, niet zouden opleveren; anderen zouden de instelling door den Staat verkozen hebben van een enkel organisme, zooals dit gebeurd is voor de ouderdomspensioenen der mijnwerkers. Uwe Commissie heeft echter

die bepaling aangenomen met 6 stemmen en 2 onthoudingen; wij meenen dat zij slechts een gunstigen uitslag kan hebben voor het bedrag der renten die in het belang der betrokkenen zullen gevestigd worden : op dit terrein kan de vrije mededinging hen alleen voordeelig zijn.

Er dient aangestipt dat al de private maatschappijen niet zullen toegelaten worden om de verzekeringen door de wet voorzien te bewerken. Zij zullen vooraf door de Regeering moeten toegelaten worden. De noodige maatregelen dienen genomen te worden om te vermijden dat de bedienden, waarvan velen stellig niet in staat zullen zijn tusschen de « goede » en de « slechte » maatschappij te kiezen, zich voor het vestigen van hun verzekering wenden tot een verzekeringsinstelling welke niet voldoende vereischen van zekerheid biedt en op een gestelden dag, ingevolge een failliet, de sommen verliezen door hen zelf en door hun patroon op hun rekening ingeschreven.

Met dus de voorafgaande toelating te vergen, vervult de Regeering een heiligen plicht tegenover de verzekerden.

V. — *Keuze van het verzekeringsorganisme.*

Als de Regeering den bediende en den werkgever het recht verleent het verzekeringsorganisme te bepalen waaraan het bedrag van ieders storting zal overhandigd worden, dan treft zij nog een oplossing die geen bezwaar schijnt te moeten uitlokken. De bediende en de werkgever kunnen elk redenen hebben om zich liever bij een gegeven organisme dan bij een ander aan te sluiten. Het ware niet billijk geweest den bediende te noopen zijn stortingen te doen in een instelling door den werkgever gekozen, doch men kon dezen evenmin verplichten te storten in een organisme door den bediende aangeduid.

Aldus zal het zich voordoen dat de bediende bij twee verschillende organismen wordt verzekerd. Zooals een lid van de Commissie het zegde, is dit een ongemak van het stelsel (art. 13) dat niet zou voorkomen indien een enkel organisme belast ware geworden met de samenstelling der voorziene verzekeringen.

Er werd nochtans een uitzondering op dien regel voorzien : de wet bepaalt dat indien de werkgever bijkomende stortingen doet met gelijke verplichting voor den bediende derwijze dat de bediende krachtens de arbeidsovereenkomst verplicht is een aanvullende inspanning te doen en de werkgever zich daardoor verplicht een bijkomende bijdrage te betalen, dan hoort de keuze van het verzekeringsorganisme, waaraan het volle bedrag van deze beide aanvullende bijdragen wordt gestort, uitsluitend toe aan den werkgever.

Deze uitzondering is begrijpelijk : de werkgever die alzoo kosteloos en vrijwillig een bijzonder voordeel aan zijn personeel toekent, mag voor het verleen van dit voordeel voorwaarden stellen die hij goed acht, in zoo verre, zooals de Toelichting het zegt, die voorwaarden niet strijdig zijn met de openbare orde en met de goede zeden.

Hier nochtans zien wij ook weer dat de wet waakt over de belangen der bedienden; alzoo moet de werkgever zijn bijkomende bijdrage storten terzelfdertijd als de bediende zijn bijkomende storting doet : het is hem niet mogelijk

de betaling van die bijdrage uit te stellen en bijvoorbeeld te beslissen dat zij slechts zal betaald worden als de bediende twee, drie vierjaarlijkse stortingen zal gedaan hebben. In dit geval mag de bediende, ondanks de bepalingen van de arbeidsovereenkomst, weigeren zijn bijkomende storting te doen.

Daarbij mag de keuze van den werkgever slechts vallen op een verzekerings-organisme aangenomen overeenkomstig de beschikkingen van de wet.

Eindelijk blijven de voordeelen, gevestigd door middel van persoonlijke- zoowel als werkgeversbijdragen, in alle gevallen verworven voor den bediende.

VI. — *Toestand der pensioenkassen die bestaan bij het in werking treden der wet.*

Talrijke nijverheids-, handels- en financiefirmas hebben reeds bijzondere kassen tot stand gebracht om aan de leden van haar personeel een ouderdomspensioen en zelfs renten voor weduwen en weezen te bezorgen.

Deze kassen kunnen in twee voorname reeksen gerangschikt worden :

De eerste zijn eerder eenvoudige instellingen tot inning der persoonlijke en patronale stortingen, zij bewerken de verzekering niet; de gestorte sommen worden aan verzekeringsmaatschappijen gegeven, die er zich mee gelasten kapitalen of renten te vestigen.

De tweede doen zelf pensioenverrichtingen; doorgaans worden zij gestijfd door een storting van den bediende en een jaarlijkse bijdrage van den werkgever, deze zijnde de voornaamste bron van inkomsten dezer organismen.

De verrichtingen van die kassen berusten veelal op het verdeelingsstelsel. Behalve zeldzame uitzonderingen, moet de bediende, om de voordeelen dier kassen te kunnen genieten, nog werkzaam zijn bij de firma op den leeftijd door het reglement bepaald vóór de ingenottreding van de rente. Verlaat de betrokkene de firma vóór dien ouderdom, dan verliest hij zijn aanspraak op het pensioen; in sommige gevallen echter wordt hem het bedrag zijner persoonlijke stortingen terug betaald.

Welke zou de toestand dier kassen moeten zijn na het in werking treden eener wet die de verzekering der bedienden veralgemeent?

De Regeering meent dat vanaf 1 Januari 1926, als de wet van kracht wordt, al de bedienden door dezelfde wettelijke bepalingen zouden moeten beheerd worden. En artikel 48 van het ontwerp voorziet dat al de vroegere overeenkomsten, zoowel tusschen werkgevers en bedienden als tusschen werkgevers, bedienden en verzekeringsmaatschappijen, op 31 December 1925 zullen moeten opgelost zijn.

Deze oplossing kwam inwe Commissie te radikaal voor, zij meende dat een verzachting bij dit voorstel moest aangebracht worden. Zij denkt dat de overeenkomsten tusschen werkgevers en bedienden kunnen behouden blijven, ten minste voor de bepalingen die niet strijdig zijn met de nieuwe wetgeving al dat dus deze kassen zouden blijven bestaan op voorwaarde dat haar reglement in overeenstemming wordt gebracht met de nieuwe wettelijke bepalingen.

Wat de kassen der eerste reeks betreft, zal er namelijk vereischt worden dat in de toekomst het bedrag der persoonlijke stortingen en der werkgeversbijdragen in de verzekeringsmaatschappij gestort, ten minste gelijk zou staan met het bedrag door de wet bepaald; dat de bepalingen van de overeenkomst, gesloten tusschen de maatschappij en den verzekerde, overeenstemt met de regelen vastgesteld bij de artikelen 7, 9 en 10 en, ten slotte, dat de betrokken maatschappij toegelaten wordt krachtens artikel 13.

De kassen der tweede reeks moeten de toelating vragen en verkrijgen. Dan mogen zij zelf de verzekering voor hare leden voortzetten. In geval zij niet konden toegelaten worden, zouden zij niet gemachtigd zijn de door de wet voorziene verzekeringen te verrichten. Het is inderdaad onmisbaar dat deze kassen steunen op technische grondslagen en zich aan het toezicht door de wet vereischt onderwerpen.

Men heeft er, weliswaar, op gewezen dat voor de meeste kassen de storting van den bediende zeer gering en de werkgeversbijdrage zeer hoog is en dat aldus de nieuwe wetgeving, waar zij den belanghebbende een storting van 5 t. h. zijner bezoldiging oplegt, voor hem minder voordeelig zal zijn dan het stelsel der vrije verzekering.

Doch wij moeten doen opmerken dat, over het algemeen, zeer strenge voorwaarden in het Reglement worden voorzien om den belanghebbende te doen genieten van de voordeelen van deze tweevoudige tusschenkomst; en een daarvan, waarop wij reeds hebben gewezen, is dat de belanghebbende in dienst van den werkgever moet zijn geweest gedurende een bepaald aantal jaren en nog in zijn dienst moet zijn op het oogenblik dat hij den pensioenleeftijd bereikt. De bediende heeft dus geen persoonlijke rekening; zoo om eenige reden hij zijn bediening verlaat, dan verliest hij steeds de voordeelen gevestigd door de werkgeversbijdrage en ten hoogste zal hij, bij zijn vertrek, het bedrag der sommen ontvangen die door hem werden gestort.

Het groote voordeel van het stelsel in de algemeene wet ingevoerd, en dat behouden werd in de wet op de mijnwerkers en overgenomen werd in de tegenwoordige wetgeving, is juist dat, zoo de bediende gehouden is elk jaar eene storting te doen en de werkgever verplicht eene bijdrage van hetzelfde bedrag te storten, de voordeelen door de totale stortingen verworven den bediende voor goed behouden blijven en hem op den door de wet bepaalden leeftijd zullen ten goede komen. Het is dus van geen belang zoo hij in den loop van zijn leven van werkgever verandert. Wat op zijne rekening werd gestort kan hem niet worden ontnomen.

Het zal den werkgever steeds vrij staan hoogere stortingen te doen dan die welke door de wet worden voorzien, zonder dat de bediende verplicht zij in dezelfde verhoudingen bij te storten. En zoo de bediende geen enkele bijstorting moet doen om dit voordeel te genieten, dan kan de werkgever voor het verleen van die gunst de voorwaarden stellen die hij nuttig acht.

Evenals voor de mutualiteiten, hopen wij dat de Regeering, voor de bijzondere kassen, model-standregelen zal doen opmaken, wat de oprichting van verzekeringsinstellingen zoo door bedienden als werkgevers ten eerste zal bevorderen.

VII. — *Overgangsmaatregelen.*

De wet ware niet volledig geweest zoo zij geen bijzondere maatregelen had voorzien om een pensioentoeslag te verleen en aan de bedienden die een gevorderden leeftijd hebben bereikt bij het in werking treden dezer wet, daar de ouderdomsrente, gevestigd door middel van persoonlijke stortingen en werkgeversbijdragen, alsdan een weinig hooger zou zijn.

Eveneens was het noodig, om dezelfde reden, de toekenning te voorzien van een pensioentoeslag aan de weduwen der bedienden die haren echtgenoot hebben verloren in den loop der eerste jaren van toepassing der nieuwe wet.

Gewis zullen beiden de toeslagen genieten door de algemeene wet voorzien voor de ouderdomspensioenen en de weduwenpensioenen. Maar in eene wet voor eene zeker klas arbeiders, die er in toestemmen zeer hooge stortingen te doen, zijn deze laatste voordeelen niet voldoende.

Reeds werd in eene bijzondere wet voor de mijnwerkers rekening gehouden met dit beginsel; de bejaarde verzekerden van deze klasse arbeiders ontvangen, behalve de voordeelen verleend aan de verzekeringsplichtige loontrekkers, pensioentoeslagen ten laste van het Nationaal Pensioenfonds voor Mijnwerkers waarvan de inkomsten uitsluitend bestaan uit stortingen gedaan door de belanghebbenden en hunne werkgevers. De weduwen trekken ook een pensioentoeslag ten laste van gezegd fonds.

Een zelfde stelsel werd ingevoerd voor de bedienden. Een Toelagenfonds wordt voor de bedienden opgericht, waarvan de inkomsten zullen bestaan uit afhoudingen van de stortingen der werknemers en werkgevers en waarvan het bedrag wordt bepaald bij artikel 9, 2^o der wet.

De wet doet dus een beroep op de beroepssolidariteit om de oude bedienden en de weduwen van bedienden, gestorven gedurende de eerste jaren van toepassing dezer wet, te hulp te komen.

Voor de mijnwerkers was het mogelijk vast in de wet het bedrag te bepalen van de pensioentoeslagen door het Nationaal Fonds uitgekeerd.

Behalve dat dit Fonds van stonden aan beschikt over een groot kapitaal, kan men, volgens de statistieken tot heden opgemaakt, berekenen, eenerzijds de jaarlijksche inkomsten van dit Fonds en anderzijds het waarschijnlijk getal belanghebbenden die deze toeslagen zullen trekken.

Wat de bedienden betreft, zijn deze inlichtingen nog niet gekend. Men kan dus niet van stonden aan uitmaken welk het bedrag zal zijn dat aan de weduwen zal worden uitgekeerd. Dit bedrag kan slechts worden vastgesteld op het einde van het eerste jaar van toepassing der wet.

Op te merken valt dat, hoe hooger de inkomsten van het Fonds zullen zijn, des te hooger de tegemoetkoming zal zijn. Men voorziet dat zoo, vanaf het eerste jaar, al de bedienden zich naar de wet schikken, het mogelijk zal zijn aan de belanghebbenden eene tegemoetkoming uit te keeren die, gevoegd bij de renten en verhoogingen door de algemeene wet voorzien, haar genoeg inkomsten zal verschaffen om niet in nood te verkeeren.

Het Bijzonder Fonds heeft rechtspersoonlijkheid. Het wordt beheerd door een Raad bestaande uit elf leden, waarvan drie vertegenwoordigers van de bedienden en evenveel van de werkgevers.

De Regeering zal daarin vertegenwoordigd worden door den Algemeenen Bestuurder der Verzekering en der Sociale Voorzorg, die van rechtswege lid is, en door twee commissarissen die voor taak hebben te waken dat de voorschriften van wetten en verordeningen worden nageleefd. Aangezien de inkomsten van het Fonds worden gevestigd door de afhoudingen van de stortingen door de bedienden en werkgevers met een bepaald doel gedaan, zoo heeft de Regeering voor plicht de hand er aan te houden dat deze fondsen niet aan hunne bestemming worden onttrokken en dat de tegemoetkomingen slechts worden verleend aan hen die daarop aanspraak mogen maken en in de mate waarin zij dit mogen. Eens daarvan verzekerd, zullen de bedienden volgaarne toestemmen in het offer dat van hen voor hunne bejaarde collegas wordt gevraagd.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN

EERSTE ARTIKEL.

Een lid der Commissie heeft gevraagd dat enkele toelichtingen zouden worden verstrekt omtrent de hoedanigheden die van een arbeider worden vereischt om in de klasse der bedienden te worden gerangschikt.

Daarop heeft de Regeering geantwoord dat het woord « bediende » dezelfde beteekenis had in deze wet als in de wet van 7 Augustus 1922 op de arbeids-overeenkomst voor bedienden (Zie de Memorie van Toelichting n° 435, blz. 1, *in fine*.) Bij de behandeling dezer wet werd het vraagstuk lang onderzocht en het was der Kamer noch den Senaat mogelijk op beperkende wijze uit te maken wie al of niet bediende was.

Zie dienaangaande :

1° Kamer der Volksvertegenwoordigers, verslag van den heer Bologne, *Gedr. St.* n° 133, zittingsjaar 1920-1921;

2° Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Handel.* vergadering van 13 Mei 1921, blz. 1227 en volgende;

3° Kamer der Volksvertegenwoordigers, aanvullend verslag van den heer Bologne, *Gedr. St.* n° 403, zittingsjaar 1920-1921.

4° Senaat, verslag van de Commissie voor Nijverheid en Arbeid, *Gedr. St.* n° 23, zittingsjaar 1921-1922;

5° Senaat, *Handel.* vergadering van 15 Maart 1922, blz. 34 en van 16 Maart 1922, blz. 375.

Dit lid deed opmerken dat sedertdien het wetsontwerp op de Werkrechtersraden in de Kamers ter behandeling was gekomen en dat de bepalingen van artikel 4 van den tekst door den Senaat bij tweede lezing aangenomen dienomtrent tamelijk juiste gegevens bevatte.

De Commissie was dus van meening dat, om de hoedanigheid van bediende uit te maken, de Regeering zich moest schikken naar de regelen bepaald bij art. 4 der wet op de Werkrechtersraden en dat in twijfelachtige gevallen, de voor den belanghebbende meest gunstige bijzondere wetgeving moest worden toegepast.

EERSTE ARTIKEL, 3°.

Art. 3. — Eenige leden der Commissie waren van meening dat het niet noodig bleek onder de verzekeringsplichtigen al de bedienden van de Godshuizen, Bureelen van Weldadigheid en Bergen van Barmhartigheid te begrijpen, doch enkel hen die niet zeker waren een pensioen te trekken of waarvan de weduwen geen aanspraak konden maken op een pensioen.

Anderzijds waren bij de Commissie talrijke verzoekschriften ingekomen uitgaande van bedienden van hoogergemelde besturen, die vroegen dat de wet op hen niet van toepassing zou zijn, daar zij vrede hadden met het stelsel dat voor hen in voege was : bovendien wezen zij erop dat, waar geen pensioen aan de belanghebbenden werd verleend, dit meestal daaraan te wijten was dat de bediening uitgeoefend bij de Godshuizen of Bureelen van Weldadigheid slechts een bijbediening was, die den tijd van den titularis enkel bij tusschenpoozen in beslag nam.

In die omstandigheden heeft de Commissie besloten dat niet moesten worden begrepen onder de verzekeringsplichtigen de bedienden bij de Godshuizen, de Bureelen van Weldadigheid en de Bergen van Barmhartigheid of Openbare Kassen van Leening.

Het 3° van artikel 1 en artikel 3 werden in dien zin gewijzigd.

Art. 4. — De Commissie heeft langdurig de bepalingen van dit artikel onderzocht. Sommige leden waren van meening dat het procentsgewijze bedrag van de afhouding te hoog was : men deed gelden dat eenerzijds men een zwaren last aan de bedienden oplegde, vooral aan hen wier wedde niet zeer hoog was. Bij voorbeeld voor een wedde van 6,000 frank bedraagt de afhouding 300 frank per jaar; men mocht niet uit het oog verliezen dat buitendien de belanghebbende een tweede afhouding onderging voor bedrijfsbelasting en dat in vele gevallen hij nog zijne bijdrage moet betalen aan de maatschappij voor verzekering tegen ziekte en soms nog aan zijn syndicaat. Daarenboven zal de last voor sommige werkgevers, daar vooral waar het personeel meestal uit bedienden bestaat, zooals in de bazars, de groote magazijnen, enz., ook veel te zwaar zijn.

In die voorwaarden heeft een lid voorgesteld het procent van de afhouding te verminderen en het te bepalen op 2 1/2 of 3 t. h.

Een ander lid deed opmerken dat, naar zijne meening, de sociale verzekeringswetten enkel aan de verzekerden voldoende inkomsten moesten waarborgen om niet in nood te verkeeren, doch ook meer niet. Is de belanghebbende van meening dat deze ontoereikend zijn, dan staat het hem steeds vrij een aanvullende storting te doen om zich hogere inkomsten te verzekeren.

Daar een lid vroeg of, met een afhouding van 2 1/2 of 3 t. h., men er in slagen zou een ouderdomsrente en een weduwenpensioen te vestigen die groot genoeg zijn, zoo werd de Regeering aangezocht dienaangaande inlichtingen te verstrekken.

De Regeering heeft aan de Commissie de volgende tabellen overgemaakt :

Pensioenen der bedienden.

Mogelijke uitslagen bekomen door middel van inkomsten bepaald op :

- | | | | | | |
|----|------------|----------------|---|------------|---------------|
| 1° | 5 t. h. | (persoonlijke) | + | 5 t. h. | (werkgevers); |
| 2° | 2.50 t. h. | (persoonlijke) | + | 2.50 t. h. | (werkgevers); |
| 3° | 3 t. h. | (persoonlijke) | + | 3 t. h. | (werkgevers), |

en door middel van de tegemoetkoming van den Staat overeenkomstig de wet.

Onderstellingen gemeen aan de volgende voorbeelden :

Aansluiting vanaf 20 of 30 of 40 of 50 jaar, wedden :

1^o Vaste wedde voor elken leeftijd : 6,000 frank.

2^o Stijgende van 20 tot 65 jaar.

6,000 op 20 jaar,
7,200 op 30 jaar,
9,000 op 40 jaar,
10,200 op 50 jaar,
12,000 op 60 jaar,

met echtgenooten van denzelfden leeftijd.

- N. B. — a) Het toegepast tarief is voorloopig;
b) De tegemoetkomingen ten laste van het Fonds worden bepaald in de onderstelling dat al de Belgische bedienden aan de wet zouden onderworpen zijn vanaf hare inwerkingtreding;
c) De pensioentoeslagen (ouderdomsrenten) ten laste van den Staat, krachtens de algemeene wet, zijn in de uitslagen begrepen.

Aansluiting op 20 jaar.

Vaste wedde van 6,000 frank.

Verzekerde renten.	5 t. h.	2.50 t. h.	3 t. h.
Op 30 jaar : weduwenpensioen .	1,147	672	711
Op 40 id. id. .	1,382	701	817
Op 50 id. id. .	2,043	1,081	1,274
Op 65 id. id. .	2,701	1,410	1,668
Op 65 id. : pensioen . . .	5,502	2,820	3,330

Stijgende wedde van 6,000 tot 12,000 frank.

Op 65 jaar : pensioen . . .	7,374	3,807	4,520
Id. : weduwenpensioen .	3,687	1,903	2,260

Aansluiting op 30 jaar.

Vaste wedde : 6,000 frank.

Verzekerde renten	5 t. h.	2.50 t. h.	3 t. h.
Op 40 jaar : weduwenpensioen.	971	545	606
Op 50 id. id.	1,219	669	779
Op 65 id. id.	1,805	952	1,119
Op 65 id. : pensioen. . . .	3,920	2,225	2,558

Stijgende wedde van 7,200 tot 12,000 frank.

Op 65 jaar : pensioen. . . .	5,726	2,143	3,659
Id. : weduwenpensioen.	2,703	1,411	1,669

Aansluiting op 40 jaar.*Vaste wedde : 6,000 frank.*

Verzekerde renten.	5 t. h.	2.50 t. h.	3 t. h.
Op 50 jaar : weduwenpensioen .	934	525	578
Op 60 id. id. .	1,098	609	707
Id. pensioen	2,997	1,758	2,000

Stijgende wedde van 9,000 tot 12,000 frank.

Op 65 jaar : pensioen	3,983	2,475	2,843
Id. : weduwenpensioen .	1,804	960	1,128

Aansluiting op 50 jaar.*Vaste wedde : 6,000 frank.*

Verzekerde renten.	5 t. h.	2.50 t. h.	3 t. h.
Op 65 jaar : weduwenpensioen . . .	693	406	464
Id. : ouderdompensioen . . .	2,687	1,653	1,852

*
* *

Na het onderzoek van deze uitslagen heeft een lid voorgesteld de persoonlijke storting te bepalen op 3 t. h. en de werkgeversbijdrage op 4 t. h., te zamen dus 7 t. h., en om zijn voorstel te rechtvaardigen wees hij op de bepalingen der wet van toepassing op de mijnwerkers, volgens dewelke de arbeiders 2 t. h. en de werkgevers 3 t. h. betalen.

Andere leden deden gelden dat zij afgevaardigden van groote syndicaten van bedienden hadden ontvangen, die met nadruk, uit naam van hunne lastgevers, vroegen dat de door de Regeering voorgestelde 10 t. h. zouden behouden blijven.

Uwe Commissie sloot zich aan bij het voorstel van de Regeering met 4 stemmen en 3 onthoudingen.

Een ander punt werd door de Commissie onderzocht, te weten, of het noodig is zooals het ontwerp het voorziet, van de bejaarde bedienden een hoogere bijdrage te vergen. Eensgezind was zij van een andere meening.

De tekst van artikel 4 werd in dien zin gewijzigd.

ART. 5. — Eensgezind heeft uwe Commissie besloten dat hier, evenals in de algemeene wet, een bijzonder voordeel moest worden verleend aan de hoofden van kroostrijke gezinnen en dat het maximum van 12,000 frank voor hen moet worden verhoogd met 1,000 frank per kind beneden 16 jaar dat te hunnen laste is.

Een lid heeft gevraagd of het niet mogelijk was op 18,000 frank het maximum te bepalen van de wedde, boven dewelke de persoonlijke storting en de werk-

geversbijdrage niet meer zullen worden geïnd. Deze wijziging zal weliswaar de lasten der werkgevers verhoogen. Maar het lid deed opmerken dat hij niet twijfelde dat deze vrijwillig zullen toestemmen in een offer dat de keur van hun personeel en hunne bijzonderste medewerkers moet bevoordeelen. Men mag ook niet uit het oog verliezen dat de stortingen, gedurende de eerste jaren van de verzekering, zeer laag zullen zijn, daar op dit tijdstip de bediende een kleine wedde geniet en bijgevolg zal het bedrag der tijdens dit tijdperk gevestigde renten betrekkelijk laag zijn. Met tot 18,000 frank het bij artikel 5 bepaald maximum op te voeren, stelt men de belanghebbenden in de mogelijkheid hunne ouderdomsrente merklijk te verhoogen en dus ook de rente hunner weduwe, vermits de alsdan gestorte sommen zeer hoog zullen zijn.

Wanneer het mogelijk is, moeten onze sociale wetten worden geordend en in onderling verband gebracht. De wet op de Werkrechtersraden, die thans bij de Kamer aanhangig is, heeft op 18,000 frank het maximum bepaald van de bezoldiging boven dewelke de bediende niet meer onderworpen is aan dit buitengewoon rechtscollege.

Waarom zou dit bedrag ook niet in deze wet worden opgenomen?

Eensgezind heeft de Commissie zich bij dit voorstel aangesloten.

Arr. 7. — Men heeft gevraagd of de leeftijd van ingenottreding niet op 60 jaar moest gebracht worden bepaald voor de mannelijke bedienden en op 55 jaar voor de vrouwelijke.

Om de volgende redenen heeft de Commissie besloten bij den tekst van de Regeering te blijven :

1° De bedienden kunnen steeds, zoo zij het wenschen, de voortijdige uitkeering van hun pensioen aanvragen. Op 60 of 55 jaar voor de mannen en op 55 jaar voor de vrouwen;

2° Het bedrag van het pensioen, bij gelijke stortingen, zou merklijk lager zijn zoo de leeftijd werd bepaald op 60 of 55 jaar.

Een pensioen van 1,000 frank betaalbaar op 65 jaar wordt verminderd op 604 frank zoo de ingenottreding geschiedt op 60 jaar en op 393 frank zoo zij geschiedt op 55 jaar.

Art. 9. — Naar aanleiding van artikel 9 heeft de Commissie aan de Regeering gevraagd haar een tabel te verstrekken met opgave, voor bepaalde wedden, van de verdeling der totale storting (persoonlijke en werkgeversbijdrage) volgens de bepalingen der artikelen 9 en 10.

De Regeering heeft aan de Commissie de volgende tabellen doen geworden :

1926 tot 1940

Mannelijke verzekeringsplichtigen vóór 1 Januari 1886 geboren.

Persoonlijke storting 6 t. h. — Werkgeversbijdrage 5 t. h.

JAARWEDDE.	3,000	4,000	5,000	6,000	7,000	8,000	9,000	10,000	11,000	12,000
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
JAARLIJKSCHЕ STORTING.	330 (180 + 150)	— (240 + 200)	— (300 + 250)	— (360 + 300)	770 (420 + 350)	880 (480 + 400)	990 (540 + 450)	1,100 (600 + 500)	1,210 (660 + 550)	1,320 (720 + 600)
Lijfrentekas	72 »	72	72 »	72	72 »	72	72 »	72	72 »	72
Toelagenfonds	82 50	110	137 50	165	197 50	220	247 50	275	302 50	330
Ouderdoms- en weduwenpen- sioen	175 50	258	340 50	423	500 50	588	670 50	753	835 50	918
Vrouwelijke verzekeringsplichtigen vóór 1 Januari 1886 geboren. <i>Persoonlijke storting 6 t. h. — Werkgeversbijdrage 5 t. h.</i>										
Lijfrentekas	24 »	24	24 »	24	24 »	24	24 »	24	24 »	24
Toelagenfonds	82 50	110	137 50	165	197 50	220	247 50	275	302 50	330
Ouderdomspensioen	223 50	306	388 50	471	548 50	636	718 50	801	883 50	966

1926 tot 1940

Mannelijke verzekeringsplichtigen sedert 1 Januari 1886 geboren.

Persoonlijke storting 5 t. h. — Werkgeversbijdrage 5 t. h.

JAARWEDDEN.	3,000	4,000	5,000	6,000	7,000	8,000	9,000	10,000	11,000	12,000
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
JAARLIJSCHE STORTING.	300 (150 + 150)	400 (200 + 200)	500 (250 + 250)	600 (300 + 300)	700 (350 + 350)	800 (400 + 400)	900 (450 + 450)	1,000 (500 + 500)	1,100 (550 + 550)	1,200 (600 + 600)
Lijfrentekas	72	72	72	72	72	72	72	72	72	72
Toelagenfonds	75	100	125	150	175	200	225	250	275	300
Ouderdoms- en weduwenpen- sioen.	153	228	303	378	453	528	603	678	753	828
Vrouwelijke verzekeringsplichtigen sedert 1 Januari 1886 geboren. <i>Persoonlijke storting 5 t. h. — Werkgeversbijdrage 5 t. h.</i>										
Lijfrentekas	24	24	24	24	24	24	24	24	24	24
Toelagenfonds	75	100	125	150	175	200	225	250	275	300
Ouderdomspensioen	201	276	351	426	501	576	651	726	801	876

ART. 10. — A. 1^o De Commissie was van meening dat de bepaling krachtens dewelke de bedienden, die de voortijdige uitkeering van hun ouderdomspensioen zouden aanvragen, van elke ouderdomsrente zouden verstoken blijven, al te streng was. Zij heeft toegegeven dat de belanghebbende echter het recht niet had, op 55 of op 60 jaar, een even hoog bedrag op te eischen als voor een rente op 65 jaar.

Vandaar het bij artikel 10 A. 1^o voorgesteld amendement. De Regeering wordt gelast de verminderingcoëfficiënten te bepalen voor elken leeftijd begrepen tussen 55 en 65 jaar.

2^o Een lid der Commissie heeft gevraagd dat de Regeering, in een algemeene verordening, nader de beteekenis zou omschrijven van de woorden « even oud », aangezien er steeds een verschil van dagen, weken of maanden tusschen den leeftijd van beide echtgenooten is.

B. Om hoogergermelde reden, heeft de Commissie beslist dat de vrouwelijke verzekeringsplichtige, die de voortijdige uitkeering van haar ouderdom zou aanvragen, zich niet elke tegemoetkoming moest zien onttrekken, maar dat het bedrag daarvan in evenredigheid moest worden verminderd. Verminderingscoëfficiënten door de Regeering vastgesteld zullen eveneens op deze categorie verzekeringsplichtigen worden toegepast.

ART. 13. — De Regeering heeft geacht dat, over de drie artikelen 13, 13^{bi} en 13^{ter}, de tekst van artikel 13 moest worden verdeeld om zijne bepalingen duidelijker te maken.

In het nieuwe artikel 13^{bis} zijn de woorden « en de intrekking » weggevallen daar de formaliteiten en de voorwaarden der intrekking bij artikel 15 worden geregeld.

ART. 14. — Het bleek noodzakelijk, op beperkende wijze, de voordeelen te bepalen die de verzekeringsorganismen zullen genieten, die zoowel voor de werkgevers als voor de bedienden zullen worden opgericht, ten gevolge van het verleenen van rechtspersoonlijkheid aan deze organismen. Bovendien valt op te merken dat artikel 3 der wet van 1868, gewijzigd bij artikel 40 der wet van 24 November 1903, voorziet dat sommige voordeelen aan deze organismen kunnen worden verleend, zooals het voordeel der kosteloze rechtspleging.

ART. 15. — De woorden « Koninklijk besluit » werden vervangen door het woord « Regeering », om dit artikel in overeenstemming te brengen met artikel 13.

ART. 29. — Een lid der Commissie deed opmerken dat uit den tekst van artikel 29 bleek, dat de Beheerraad van het Toelagenfonds feitelijk zou bestaan uit 11 leden, waarvan 1 door den Koning aangeduid (de voorzitter) en 9 door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg. Onder deze laatsten zijn er ten minste 3 werkgevers en ten minste 3 bedienden en eindelijk 1 lid van rechtswege, de Algemeene Bestuurder der Verzekering en Sociale Voorzorg.

Daarop werd geantwoord dat deze laatste en de beide Commissarissen van de Regeering, ofschoon zij raadgevende stem hadden, niet moesten worden beschouwd als leden van den Beheerraad en, bijgevolg, niet onder de toepassing vielen van de bepalingen van § 5 van artikel 29 waarbij eene onvereinbaaheid wordt voorzien tusschen het ambt van lid van den Raad van het Fonds en dit van lid van den Hoogen Raad.

Om de bepalingen van artikel 29 duidelijker te maken, werd besloten de bepalingen der §§ 6 en 7 van artikel 29 in een afzonderlijk artikel op te nemen.

ART. 31. — De Commissie was van meening dat, om de ouderdomstoelage te genieten, het volstond dat de belanghebbende als bediende gedurende 10 jaar is werkzaam geweest. Bedragen zijne diensten 30 jaar en meer, dan trekt hij de volledige toelage; bedragen zij minder dan 30 jaar doch meer dan 10 jaar, dan wordt het bedrag der toelage op een dertigste per dienstjaar bepaald.

ART. 33. — De Commissie was van meening dat hier, zooals in de algemeene wet en in de bijzondere wet voor de mijnwerkers, volledig moesten worden vrijgesteld de wedde die de bediende nog zou kunnen genieten na de ingetreding van zijn pensioen en 50 t. h. van het loon van zijnechtgenoot, alsook de bedrijfsinkomsten van den belanghebbende en van zijn echtgenoot.

De bedienden moeten de mededinging niet vreezen die sommige gepensioneerden hun zouden kunnen aandoen, want op dien leeftijd zijn zij over het algemeen onbekwaam eenige hooge en dus goedbezoldigde bediening uit te oefenen; trouwens alleen zij, die met hun pensioen niet kunnen rondkomen, zullen nog willen arbeiden.

De gepensioneerde Staatsambtenaren kunnen zich ook nog met een of ander bezig houden zoo zij dit wenschen, zonder dat het bedrag van hun pensioen daardoor verminderd wordt.

ART. 48. — De bepalingen van artikel 48 werden gewijzigd in den zin aangegeven in hoofdstuk IV van het eerste deel van dit verslag.

ART. 40 en 42. — In den tekst van het wetsontwerp zijn een paar drukfouten geslopen :

Bij artikel 40, leze men : « Wordt gestraft met eene geldboete van 1 tot 25 frank... »

Bij artikel 42, leze men : « ... en met een geldboete van 26 tot 200 frank... »

De Verslaggever,
HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi d'assurance en vue de
la vieillesse et du décès prématuré
des employés.

Wetsontwerp op de verzekering tegen
de geldelijke gevolgen van ouderdom
en vroegen dood der bedienden

AMENDEMENTS PROPOSÉS
PAR LA
SECTION CENTRALE.

AMENDEMENTEN
DOOR DE MIDDENAFDEELING
VOORGESTELD.

ARTICLE PREMIER.

Ajouter au 3° :

... sauf l'exception prévue à l'article 3.

EERSTE ARTIKEL.

Aan n° 3° toe te voegen :

... behalve de bij artikel 3 voorziene uitzondering.

ART. 3.

A modifier :

Ne sont pas soumis à la présente loi :

1° Les employés de l'Etat, des provinces et des communes ;

2° Les employés des hospices, des bureaux de bienfaisance et des monts de piété ou caisses publiques de prêts.

ART. 3.

Te wijzigen als volgt :

Zijn aan deze wet niet onderworpen :

1° De Rijks-, provincie- en gemeentebedienden ;

2° De bedienden der godshuizen, der weldadigheidsbureelen en der bergen van barmhartigheid of openbare belevingskassen.

ART. 4.

A modifier :

1° Le montant des versement est fixé à 10 % de la rémunération perçue par l'employé en exécution du contrat d'emploi, dont 5 % à charge de l'employé et 5 % à charge de l'employeur.

2° A supprimer.

3° (Comme au projet).

ART. 4.

Te wijzigen als volgt :

1° Het bedrag der storting is bepaald op 10 t. h. van de door den bediende in uitvoering der arbeidsovereenkomst getrokken bezoldiging, waarvan 5 t. h. ten laste van den bediende en 5 t. h. ten laste van den werkgever.

2° Te doen wegvallen.

3° (Zooals in het ontwerp).

ART. 5.

A modifier :

Le versement personnel et la cotisation patronale ne sont dus que jusqu'à concurrence d'une rémunération annuelle de 18,000 francs.

Ce maximum est augmenté de 1,000 francs par enfant de moins de 16 ans à charge de l'assuré.

Toutefois... (le reste comme au projet).

ART. 10.

A. — 1°, alinéa 2, à modifier :

.....
dans ce cas, le montant de l'allocation de vieillesse prévue à l'article 31 est diminué proportionnellement. Les coefficients de réduction seront fixés par arrêté royal.

B. — Alinéa 2, à modifier :

.....
dans ce cas, le montant de l'allocation de vieillesse prévue à l'article 31 est diminué proportionnellement. Les coefficients de réduction seront fixés par arrêté royal.

ART. 13.

Premier alinéa : à supprimer le mot « privé ».

ART. 13^{bis}.

L'agrément est accordée par le Gouvernement.....

ART. 5.

Te wijzigen als volgt :

De persoonlijke storting en de werkgeversbijdrage zijn enkel verschuldigd voor eene jaarlijksche bezoldiging tot 18,000 frank.

Dit maximum wordt verhoogd met 1,000 frank voor elk kind beneden de 16 jaar ten laste van den verzekerde.

Nochtans... (het overige zooals in het ontwerp).

ART. 10.

A. — 1° § 2 te wijzigen als volgt :

.....
in dit geval, wordt het bedrag der bij artikel 31 voorziene ouderdomstoelage naar evenredigheid verminderd. De verminderingsscoëfficiënten worden bij Koninklijk besluit vastgesteld.

B. — § 2 te wijzigen als volgt :

.....
in dit geval, wordt het bedrag der bij artikel 31 voorziene ouderdomstoelage naar evenredigheid verminderd. De verminderingsscoëfficiënten worden bij Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 13.

In het eerste lid, het woord : « bijzonder » te doen wegvallen.

ART. 13^{bis}.

De toelating wordt door de Regeering verleend.

ART. 13^{ter}.

Les conditions d'agr  ation seront fixées par arrêté royal. L'agr  ation ne sera pas accordée si l'organisme ne garantit pas aux assurés des avantages au moins équivalents à ceux résultant de l'application des tarifs établis sur les bases déterminées par cet arrêté.

ART. 13^{quater}.

Tout organisme d'assurance doit constituer des réserves mathématiques spéciales pour les assurances faisant l'objet de la présente loi et se soumettre au contrôle du Gouvernement pour toutes les opérations relatives à l'exécution de la loi.

ART. 14.

A remplacer par le texte suivant :

Les organismes d'assurance cr  s par les employeurs ou par les employés et agr  s pour l'exécution de la présente loi, jouissent de la personnification civile dans les limites ci-après :

1^o Faculté de contracter, de disposer ou de posséder.

Toutefois, ils ne peuvent prendre un immeuble à bail ou acquérir un immeuble à titre onéreux qu'en vue de la réalisation de leur objet et moyennant autorisation du Gouvernement.

2^o Faculté de recevoir des dons et des legs moyennant l'accomplissement des formalités spécifiées par le n^o 3 de l'article 76 de la loi communale.

3^o Faculté d'ester en justice.

ART. 13^{ter}.

De vereischten voor de toelating worden bij Koninklijk besluit vastgesteld. De toelating wordt alleen toegestaan indien het organisme aan de verzekerden voordeelen waarborgt van dezelfde waarde als die welke voortvloeien uit de toepassing van de op grond van dit besluit gevestigde tarieven.

ART. 13^{quater}.

Elk verzekeringsorganisme moet bijzondere wiskundige reserves vestigen voor de verzekeringen die het voorwerp van deze wet uitmaken, en zich onderwerpen aan het toezicht van de Regeering voor al de verrichtingen in verband van de uitvoering der wet.

ART. 14.

Te vervangen door den volgende tekst :

De verzekeringsorganismen, door de werkgevers of door de bedienden tot stand gebracht en tot uitvoering van deze wet toegelaten, genieten rechtspersoonlijkheid binnen de volgende grenzen :

1^o Bevoegdheid overeenkomsten te sluiten, te beschikken of te bezitten.

Zij mogen echter geen onroerend goed in huur nemen of verkrijgen ten bezwarenden titel dan ter verwezenlijking van hun doel en mits machtiging van de Regeering.

2^o Bevoegdheid giften en legaten te aanvaarden mits zich te gedragen naar de vereischten omschreven bij n^o 3 van artikel 76 der Gemeentewet.

3^o Bevoegdheid om in rechte op te treden.

A moins de dispositions spéciales dans les statuts, le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, la personne, déléguée par les statuts pour le remplacer, représente l'organisme dans toutes les actions juridiques et soutient toutes les actions au nom de celui-ci, soit en demandant soit en défendant.

ART. 15.

A modifier :

L'agrération peut être retirée par le Gouvernement...

ART. 29.

Former des deux derniers alinéas à modifier comme il suit un article spécial (29^{bis}) :

Le Directeur Général de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales...

Le Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale désigne en outre deux commissaires du Gouvernement : ils ont voix délibérative.

ART. 31.

A modifier au n° 2° :

Si la durée des services est inférieure à 30 ans, tout en dépassant 10 ans...

ART. 33.

A compléter :

1° Pour la totalité...

- a) . . .
- b) . . .
- c) . . .

Tenzij er in de statuten anders over beschikt wordt, vertegenwoordigt de voorzitter van den Beheerraad of, bij diens ontstentenis, de persoon die op grond der statuten afgevaardigd is om hem te vervangen, het organisme in al de gerechtelijke handelingen en treedt in diens naam op, in al de rechtsvorderingen hetzij als eischer, hetzij als verweerder.

ART. 15.

Te wijzigen als volgt :

De toelating mag, na het advies... te hebben ingewonnen, door de Regeering worden ingetrokken.

ART. 29.

De laatste twee alinéas te wijzigen en er een artikel 29^{bis} van te maken, luidende :

De Directeur-Generaal van het Maatschappelijk Verzekerings- en Voorzorgswezen...

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg duidt daarenboven twee Regeeringsgecommitteerden aan; zij hebben meebeslissende stem.

ART. 31.

In de tweede paragraaf van n° 2°, de woorden « 20 jaar » te vervangen door 10 jaar.

ART. 33.

Aan te vullen als volgt :

1° Tot hun volle bedrag...

- a) . . .
- b) . . .
- c) . . .

d) les ressources constituant le salaire ou la rémunération de l'intéressé.

2° A concurrence de 50 % de leur montant...

a) . . .

b) . . .

c) les ressources constituant le salaire ou la rémunération du conjoint de l'intéressé et le revenu professionnel de l'intéressé et de son conjoint.

ART. 40.

A modifier :

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs...

ART. 42.

A modifier :

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 200 francs...

ART. 48.

A modifier :

Les contrats conclus antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi entre les employeurs et les employés d'une part, et les organismes d'assurance d'autre part, en vue de la constitution de rentes ou de capitaux pour des objets prévues par la présente loi seront modifiés à la date du 1^{er} janvier 1926, dans toutes leurs clauses qui ne sont pas conformes aux dispositions légales.

Toutefois si l'organisme - assureur n'obtenait pas l'agrément, les contrats d'assurance seront résiliés ou réduits

d) de inkomsten die het salaris of de bezoldiging van den betrokkene uitmaken.

2° Ten beloope van 50 t. h. van het bedrag...

a) . . .

b) . . .

c) de inkomsten die het salaris of de bezoldiging van den echtgenoot van den betrokkene uitmaken, alsmede het bedrijfsinkomen van den betrokkene en van zijn echtgenoot.

ART. 40.

Te wijzigen als volgt :

Wordt gestraft met eene geldboete van 1 tot 25 frank...

ART. 42.

Te wijzigen als volgt :

Wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met eene geldboete van 26 tot 200 frank.

ART. 48.

Te wijzigen als volgt :

De vóór het in werking treden dezer wet gesloten contracten tusschen de werkgevers en de bedienden, eenerzijds, en de verzekeringsorganismen, anderzijds, met het oog op het vestigen van renten of kapitalen voor de bij deze wet voorziene doeleinden worden, op den datum van 1 Januari 1926 gewijzigd in al hunne bepalingen die strijdig zijn met de beschikkingen der wet.

Indien echter het verzekeringsorganisme de toelating niet bekwam, zullen de verzekeringscontracten worden opge-

sans que les intéressés subissent un préjudice du fait de cette résiliation ou de cette réduction. Dans ce cas, l'organisme-assureur sera tenu de déterminer dans un délai qui sera fixé par arrêté royal, le montant réduit des capitaux ou des rentes constitués à la date du 31 décembre 1925; soit de rembourser dans le même délai, les réserves mathématiques des capitaux, ces rentes ou ces réserves mathématiques ne seront cependant pas payables, sauf conventions contraires que dans les conditions déterminés par le contrat.

ART. 48^{bis}.

Les caisses établies au sein d'établissements industriels, commerciaux ou financiers au moment de la mise en vigueur de la présente loi, en vue de la constitution de pensions de vieillesse ou de pensions de veuves, peuvent être autorisées par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, à continuer leurs opérations, si elles présentent toute garantie, stabilité financière et de bonne gestion. Elles devront réunir notamment les conditions suivantes :

1° Le montant annuel des sommes versées au compte individuel de chaque affilié doit s'élever au minimum à 10% de la rémunération perçue par l'employé en exécution du contrat d'emploi, sans que cependant le montant de la cotisation patronale soit inférieur au montant du versement de l'employé;

2° La caisse doit garantir aux assurés des avantages au moins équivalents à ceux résultant de l'application des tarifs établis sur les bases déterminées par le

zegd of verminderd worden zonder dat de betrokkenen wegens deze opzegging of deze vermindering eenig nadeel ondergaan. In dit geval zal het verzekerings-organisme er toe gehouden zijn, binnen een bij Koninklijk besluit vast te stellen termijn, het verminderd bedrag te bepalen van de op 31 December 1925 gevestigde kapitalen of renten; hetzij, binnen denzelfden termijn, de wiskundige reserves der kapitalen terug te betalen. Tenzij het anders wordt bepaald, kunnen echter die renten of die wiskundige reserves slechts uitbetaald worden op de wijze door het contract bepaald.

ART. 48^{bis}.

De kassen die, bij het in werking treden dezer wet, in den schoot van nijverheids-, handels- of financieele inrichtingen bestaan voor het vestigen van ouderdoms- of van weduwenpensioenen, kunnen, na advies van den Hoogen Raad, door de Regeering worden gemachtigd om hunne verrichtingen voort te zetten, indien zij blijkt geven van de noodige zekerheid, financieele vastheid en goed beheer. Zij moeten inzonderheid de volgende voorwaarden in zich vereenigen :

1° Het jaarlijksch bedrag der sommen op de persoonlijke rekening van ieder aangeslotene gestort moet ten minste 10 t. h. bereiken van de door den bediende, ter uitvoering van het arbeidscontract, getrokken bezoldiging, zonder dat echter het bedrag der werkgeversbijdrage lager mag zijn dan de storting van den bediende;

2° De kas moet aan de verzekerden ten minste gelijkwaardige voordeelen verzekeren, als die welke voortvloeien uit de toepassing der tarieven op de grond-

règlement général et constituer conformément à ses dispositions, des réserves mathématiques spéciales pour les assurances faisant l'objet de la présente loi.

3° *Le taux des rentes viagères constituées à la dite caisse, sera déterminé annuellement pour chaque affilié ;*

4° *En cas de départ de l'employé, celui-ci conserve la propriété des avantages ainsi constitués à son profit et éventuellement au profit de l'épouse ; l'article 18 de la loi est applicable ;*

5° *L'époque d'entrée en jouissance des rentes sera fixée conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi.*

Tout employé affilié à une caisse ainsi autorisée a la faculté de renoncer au service de cette caisse et de réaliser l'assurance à l'intervention d'un autre organisme agréé. La renonciation devra être notifiée dans un délai de trois mois à partir de la date de l'arrêté royal accordant l'autorisation à la caisse : toute convention contraire est nulle de plein droit. Dans ce cas et nonobstant tout accord antérieur, l'employeur ne sera tenu en ce qui concerne ces assurés qu'aux obligations qui lui sont imposées par la loi.

Les caisses ainsi autorisées sont soumises au contrôle du Gouvernement.

La répartition prévue à l'article 9 et 10 est applicable au montant total des sommes versées au compte individuel des affiliés à ces caisses.

slagen van het algemeen reglement vastgesteld en, overeenkomstig deze bepalingen, bijzondere wiskundige reserves vestigen voor de bij deze wet bedoelde verzekeringen ;

3° *Het beloop der bij gezegde kas gevestigde lijfrenten wordt jaarlijks voor ieder aangeslotene vastgesteld ;*

4° *Vertrekt de bediende, dan behoudt hij het eigendom der aldus te zijnen bate en, eventueel, ten bate zijner echtgenoot gevestigde voordeelen ; artikel 18 der wet is van toepassing ;*

5° *Het tijdstip waarop de renten uitkeerbaar zijn wordt bepaald overeenkomstig artikel 10 der wet.*

Ieder bij eene aldus toegelaten kas aangesloten bediende is vrij van den dienst dezer kas af te zien en de verzekering te gelde te maken door bemiddeling van een ander toegelaten organisme. Het afzien moet beteekend worden binnen een termijn van drie maanden, met ingang van den datum van het Koninklijk besluit waarbij de machtiging aan de kas wordt verleend : iedere strijdige overeenkomst is van rechtswege nietig. In dit geval en ondanks elk vroeger akkoord, is de werkgever, voor wat die verzekerden betreft, slechts gehouden tot de hem bij de wet opgelegde verplichtingen.

De aldus gemachtigde kassen zijn aan het toezicht der Regeering onderworpen.

De bij artikel 9 en artikel 10 voorziene verdeling is toepasselijk op het gezamenlijk bedrag van de op de persoonlijke rekening der aangeslotenen bij deze kassen gestorte sommen.